



FRANC-MAÇONNERIE LIBANAISE ET NATIONALISME SYRIEN SOUS L'OCCUPATION FRANÇAISE (1918-1946)

ARCHAEOLOGY & HISTORY IN THE
LEBANON ISSUE TWENTY FIVE:
WINTER 2007, PP. 82-110.

THIERRY MILLET

Quand le premier détachement français de l'Armée de Palestine et de Syrie débarque à Beyrouth le 20 octobre 1918, l'influence française au Liban se perpétue déjà depuis près d'un demi-siècle. Après le repli de l'armée ottomane du Proche-Orient devant les forces arabes et britanniques, la France substitue la bureaucratie de la Sublime Porte vacante par une administration d'occupation centralisée sur Beyrouth conformément aux accords franco-britanniques de partage du Proche-Orient de Sykes-Picot en 1916. De la même manière, la fin de la Deuxième Guerre mondiale précipite la présence française qui s'achève définitivement par l'évacuation, en décembre 1946, des dernières troupes du Levant.

En l'absence d'études préliminaires, le croisement des sources politiques et maçonniques¹ permet de reconstituer et contextualiser l'action des maçons d'entre-deux-guerres au Liban. En effet, opérationnels et actifs depuis le XIX^e siècle, les francs-maçons libanais² s'impliquent dans la vie politique de leur pays. Au centre des débats indépendantistes contemporains du Proche-Orient, le thème central de l'identité et de ses répercussions nationalistes s'affirme comme celui par lequel les maçons libanais doivent se déterminer entre l'idée d'une entité libanaise indépendante et celle assimilée à un État syrien.

Après leurs adhésions aux obédiences³ étrangères et en particulier françaises, les frères⁴ libanais s'en détachent nettement à l'épreuve du mandat. En effet, une partie des maçons se heurte à la politique française par des actions revendicatives et protestataires. Soumis aux influences des diverses puissances maçonniques étrangères, les francs-maçons libanais construisent leur propre destinée. Destinée qui, pour certains, se développe dans l'accomplissement d'une autonomie maçonnique en adéquation avec les aspirations politiques de chacun.

Du développement de la maçonnerie à l'essor des obédiences françaises

L'introduction de la maçonnerie française au Liban

La Franc-Maçonnerie se diffuse dans l'Empire ottoman à partir de 1738⁵ et les premières loges s'établissent à Beyrouth entre 1861 et 1868⁶. Même si les sources ne s'accordent pas toutes sur le sujet, il semble bien que la première fondation locale soit celle de la loge Palestine consacrée par le Grande Loge d'Écosse le 6 mai 1861 par le consul d'Angleterre du Liban, M. Elridge⁷. Cette loge ne survit pas au départ de son fondateur en 1868 et certains de ses membres se tournent alors vers la loge Le Liban fondée

le 20 septembre de cette même année sous la garantie du Grand Orient de France⁸. Quelques années plus tard, le Conseil de l'Ordre⁹ accorde le 14 février 1870 une Constitution symbolique à la Chaîne de l'Union¹⁰. Enfin, en 1891, le journaliste et écrivain Shahin Makarius, maître au 33^e degré et vénérable de la loge Latayf du Caire, sous la garantie de la⁸³ Grande Loge nationale d'Égypte, ouvre l'atelier Phénicia¹¹, mais les autorités de Constantinople, d'après Najdat Safwat, à la demande du sultan ottoman 'Abd-al-Hamid II, s'interposent et ferment cette loge par crainte de la pénétration égyptienne et britannique en Syrie. Cela n'empêche pas les sympathisants de se réunir, malgré tout, dans la clandestinité dans les faubourgs de la ville¹².

C'est au début du XX^e siècle que la maçonnerie au Liban accélère son développement. L'obédience écossaise constitue cinq nouveaux ateliers: les loges al-Salam le 3 mai 1900 à Beyrouth, Sannine le 5 mai 1904 à Shwayr dans le Matn à 28 km au nord de Beyrouth, Qadisha le 1^{er} février 1906 et al-Mizab le 7 mai 1914 à Tripoli et enfin la loge Zahlé le 5 novembre 1908. Au final, ce n'est pas moins d'une vingtaine de loges, principalement d'obédiences françaises, anglo-saxonnes et égyptiennes, qui se fondent entre 1900 et 1918. Notons que durant la même période et à l'inverse, le Grand Orient d'Italie, avec la seule loge L'Union de Tripoli, ne parvient pas à se développer, tout comme le Grand Orient ottoman. Ce dernier garantissait jusque-là l'atelier Liberté et Modération établi à Zahlé¹³ et la loge Marjayun al-'Uthmani à Jédeïd¹⁴ ainsi qu'un Souverain Chapitre Le Liban de l'Orient de Zahlé dépendant du Conseil Supérieur de Turquie¹⁵. Finalement tous ces ateliers disparaissent avec la fin de la domination ottomane. Désaffections que l'on peut rapprocher de l'absence ou de la disparition de points d'appui politiques au Levant contrairement aux autres obédiences présentes.

Par leur formation et leur position professionnelle, les maçons forment un groupe cultivé qui partage leurs connaissances générales lors des tenues¹⁶ qui sont d'autant d'occasions, dans cette période de bouillonnement intellectuel, de diffuser et de débattre des idées philosophiques, sociales mais aussi, notamment, sur l'histoire politique et ses modèles¹⁷. Ces discussions orientent de cette manière leurs choix politiques par rapport à la propre situation du Liban et leurs propres intérêts du moment. La Révolution française idéalisée et sa maçonnerie déiste, purgées de leurs implications coloniales, apparaissent comme des exemples aux frères libanais. Ainsi sous l'administration ottomane et notamment sous le sultanat de 'Abd-al-Hamid II, certains frères se réfugient dans les obédiences françaises pour s'opposer à la politique autoritaire et antimaçonnique de la Sublime Porte¹⁸. De même, pour les maçons, la laïcité française répond à la prégnance des religieux, notamment des congrégations jésuites implantées au Liban. Les laïcs éclairés entraîneraient par leurs actions et leurs influences une émancipation politique et un progrès social revendiqués par les forces intellectuelles libérales. En somme, la France représenterait une note pleine d'espoir et de conviction, ce que résumait parfaitement les frères de la loge Le Liban qui exaltent, au cours de l'une de leur réunion, dès janvier 1906, les valeurs d'humaniste et de progrès social véhiculées par l'Ordre¹⁹. Ils sacralisent le trinôme «Liberté,

Égalité, Fraternité» qu'ils opposent aux adversaires de la Lumière, ceux là-mêmes qui exploitent «l'ignorance des populations». Loin de toute réalité coloniale, ils reconnaissent dans la France cette nation, qui depuis les années 1860 transmet son humanisme, dont la maçonnerie en serait le foyer intellectuel et moral en libérant les esprits de toutes les superstitions et de tous les préjugés qui tenteraient d'entraver son entreprise. En s'affiliant dans des loges sous obédiences françaises, les maçons libanais adhèrent à ses principes des droits et des devoirs de l'homme. En fait, ces maçons attendent beaucoup d'une aide de la France «*totale-ment désintéressée dans la seule perspective de promouvoir leur émancipation*»⁸⁴. La proclamation franco-britannique du 9 novembre 1918, promettant l'établissement au Liban d'un gouvernement national puisant son autorité de l'initiative et du libre choix des populations, conforte et renforce les sentiments favorables des frères envers la France. En revanche, si ces idéaux ne sont pas une exclusivité franc-maçonne, ils s'associent aux mouvements réformateurs existants initiés par des intellectuels musulmans comme 'Abd al-Rahman al-Kawakibi. Ce religieux issu de l'enseignement de la grande mosquée d'Alep, qui semble n'avoir jamais appartenu à l'Ordre maçonnique, prône l'abolition de la supériorité de la religion sur la politique et l'instauration d'un régime constitutionnel⁸⁵.

L'essor des obédiences françaises

Cet engouement dithyrambique pour la maçonnerie française n'est pas isolé. Il est concret et se mesure par le déploiement de la maçonnerie française au Liban. Dès la fin du XIX^e siècle, l'afflux des initiations sature très vite la loge Le Liban, seul atelier en activité à Beyrouth. Pour palier le nombre important d'impétrants, trois autres loges s'y fondent avant que ne se propagent d'autres ateliers dans le reste du territoire du futur Grand-Liban voire au-delà jusqu'en Syrie⁸⁶. Plus tard, après la Première Guerre mondiale, la présence de la France stimule l'essor de la franc-maçonnerie française en Syrie et au Liban même si certaines des initiations et affiliations sont, dès lors, fortement contestées par ses propres adeptes, notamment les plus anciens, car perçues teintées d'intérêts personnels sociaux et politiques. Quelque soit l'origine du phénomène des initiations, la situation générale profite, tout de même, aux obédiences françaises qui fondent neuf loges et deux chapitres dans les premières années qui suivent l'occupation française: le Grand Orient de France constitue les loges Syria en 1921 à Beyrouth rue Weygand, Kasrawan le 19 mai 1922 à Harissa dans le *casa*⁸⁷ de Juniah au nord de Beyrouth, Cèdre du Liban en 1923 au village de Suq al-Gharb à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth et l'atelier Tripoli le 7 novembre 1923 ainsi que les chapitres⁸⁸ Persévérance rue de Damas en 1923 et Syrie le 10 octobre 1924, tous les deux à Beyrouth. Dans le même temps, la Grande Loge de France institue les ateliers La Sagesse le 7 novembre 1921 rue du général Gouraud à Beyrouth, Le Soleil le 8 juillet 1922 à Baalbeck, Haramun le 18 mai 1924 à Marjayun et La Lumière rue de la Poste à Tripoli le 18 septembre 1924⁸⁹ et enfin la loge Wadi al-Tayn à Hasbaya⁹⁰.

Ce phénomène favorable à la maçonnerie française se croise avec la sta-

gnation ou la régression des autres obédiences. Les loges du Grand Orient ottoman et du Grand Orient d'Italie ne survivent pas à la Première Guerre mondiale. Quant à la Grande Loge d'Écosse, elle conserve ses cinq ateliers malgré les difficultés de la Première Guerre mondiale qui forcent les loges à suspendre leurs activités. À partir de 1920,⁹¹ leur réveil se révèle laborieux, à tel point que se répand dans les milieux maçonniques libanais la rumeur persistante d'une fermeture définitive des loges écossaises. En fait, même si les ateliers de la Grande Loge d'Édimbourg existant avant la Grande Guerre reprennent lentement leurs travaux et recouvrent progressivement une partie de leurs effectifs, l'obédience écossaise ne parvient pas à développer son district de Syrie⁹² au même rythme que la maçonnerie française. Seule la fondation de la loge Mont Liban le 2 août 1923 à al-Shuwayfat, petite localité druze au sud de Beyrouth, s'inscrit dans le mouvement de développement maçonnique au Levant des années 1920⁹³.

De son côté, la maçonnerie égyptienne, si elle souffre depuis le début du XX^e siècle de dissensions internes récurrentes qui conduisent à sa scission, conserve un fort potentiel quantitatif et concurrence directement les obédiences françaises⁹⁴. Conscient des risques de tension entre les deux institutions maçonniques, le Grand Maître de la Grande Loge de France, Bernard Wellhoff, au cours d'un séjour à Damas, signe un traité avec la Grande Loge nationale d'Égypte en 1920, reposant sur la reconnaissance mutuelle des loges en activité et l'interdiction, pour chaque obédience, d'en constituer de nouvelles⁹⁵. En 1925, la maçonnerie égyptienne garantit au Liban huit ateliers regroupés essentiellement sur les deux grandes cités sunnites du Liban: à Beyrouth les loges al-Rashid, Beyrouth, al-Ittihad, al-Thabat auxquelles s'ajoutent les loges Phenicia à al-Hadath et Hermon Zabdani dans sa banlieue; à Tripoli et ses environs l'atelier al-Minah al-Amin et la loge al-Hibal Kusba à al-Kura dans le *casa* d'Amyun⁹⁶.

La présence de la maçonnerie française culmine en juillet 1923 avec le premier Congrès maçonnique du Levant à Damas sous les hospices de la maçonnerie égyptienne et la surveillance du Grand Orient de France. Les quatre obédiences sont représentées par les délégués de leurs loges historiques: les ateliers La Sagesse, Le Soleil, Syria, al-Ittihad et al-Salam du Liban; les loges Kayssoun de Damas, La Renaissance d'Alep et Toros d'Alexandrie complètent l'assistance pour la Syrie⁹⁷. Néanmoins, l'embellie de la maçonnerie française ne va pas résister longtemps aux premières années de l'administration française loin des espoirs politiques et humanistes suscités initialement. Ainsi «*le pays des Lumières contre l'obscurantisme et la tyrannie*» trahirait ses principes fondateurs entraînant la fin d'un âge d'or, finalement bien éphémère, des obédiences françaises au Levant. Mais la chute n'est pas soudaine et, paradoxalement, c'est entre 1920 à 1926, période de politique autoritaire et répressive exercée par la France, que les fondations et les initiations augmentent le plus. À cela trois explications plausibles: l'espoir d'un changement prochain dans la politique française au Levant; la tentation de trouver dans la maçonnerie l'instrument privilégié pour obtenir des avantages personnels; enfin l'évaluation positive du potentiel structurel des loges pour y envisager des concertations

politiques en contournant le contrôle et la répression des services de sûreté mandataires.

La Franc-Maçonnerie à l'épreuve de la politique mandataire

86

Franc-maçonnerie libanaise et politique

L'administration française au Liban et en Syrie prend officiellement effet le 29 septembre 1923 sous la forme juridique d'un Mandat, définie dans une charte octroyée par la Société des Nations. Ce Mandat ne s'assimile pas dans le texte à une colonie ou à un protectorat, mais conditionne une coopération positive pour l'émancipation des populations concernées vers, à terme, l'indépendance.

La maçonnerie libanaise par la qualité de ses effectifs se sent proprement concernée par le développement de la politique mandataire. En effet, contrairement à ce qui se passe dans les loges implantées dans les colonies et autres protectorats de l'Empire français, les maçons des ateliers libanais appartiennent majoritairement à la communauté autochtone³³. Le taux d'étrangers des loges libanaises n'atteint pas les 5 % du total hormis quelques exceptions notoires recensées dans les loges Syria et Syro-Américaine: la première rassemble de nombreux fonctionnaires et militaires français ainsi que des employés étrangers des sociétés concessionnaires; la deuxième du fait de ses accointances avec l'Université américaine de Beyrouth et par conséquent par la présence de nombreux professeurs dont le docteur Walter Adams, vénérable de la loge Syro-Américaine et Grand Maître du District des loges américaines³⁴.

La représentativité qualitative et quantitative de cette maçonnerie donne à ses membres une propension légitime à participer au débat politique, qu'une partie des maçons exploite dès les premières années de l'occupation française et ses premières déceptions. Déceptions, affichées par les frères partisans de l'union du Liban avec la Syrie, qui puisent leurs origines en France, après les élections législatives de 1919 et le retour au pouvoir de la droite. Le Haut-Commissaire Gouraud, sans consultation démocratique préalable, persuade le nouveau gouvernement, avec le soutien de la Chambre des députés et les milieux catholiques, d'imposer le morcellement du Levant en plusieurs États autonomes, en dépit des revendications des nationalistes syriens. Le 1^{er} septembre 1920, naît solennellement l'État du Grand Liban centré sur la communauté maronite et incluant les casernes périphériques à majorité musulmane³⁵. De plus les méthodes autoritaires et répressives imposées par la France pour diriger le Levant s'avèrent très vite inspirées des dispositifs éprouvés en d'autres points de l'Empire, en contradiction avec les espoirs générés par la France et ses symboles ainsi que par les termes mêmes du Mandat. Cette politique ne laisse aucune perspective à court terme pour une quelconque émancipation, pourtant inscrite dans la charte de la Société des Nations, alors que la France prétend introduire un colonialisme teinté de morale et de mission civilisatrice³⁶. En effet, la présence d'un personnel issu de l'administration coloniale, l'omniprésence de son armée, les pouvoirs législatifs et exécutifs absolus du Haut-Commissaire renforcent ce sentiment d'arbi-

traire et contribuent à déprécier l'administration française. De ce fait, pour appliquer son Mandat, la France délègue à Beyrouth, entre 1920 et 1926, successivement trois généraux expérimentés et anciens fonctionnaires dans les administrations du Maghreb et notamment du protectorat marocain. C'est dans cet esprit que Poincaré à la tête de la coalition⁸⁷ du Bloc national, alors au gouvernement, déclare sans détour le 30 juin 1922 au sénat que la France s'implanta en 1919 au Levant avec «*l'esprit de colonisation ou l'esprit de protectorat*»³⁷. Dans la continuité des discours, le général Gouraud établit par décret le 9 mars 1922 un conseil représentatif libanais élu sans le moindre pouvoir législatif ni aucune capacité d'initiative et dont les débats s'avèrent en définitive ignorés par l'autorité mandataire³⁸. Le successeur de Gouraud au poste de Haut-Commissaire, le général Weygand, poursuit l'application de cette politique mandataire, qui, en dépit de son programme annoncé entre libéralisme et autorité, poursuit l'action de son prédécesseur par l'emploi systématique des tribunaux militaires dont les condamnations se révèlent aussi fermes à l'encontre des rebelles qui sévissent aux frontières avec la Turquie et la Transjordanie qu'envers les militants nationalistes³⁹.

Maçonnerie libanaise et politique cléricale

De plus, le débat politique ne peut se soustraire de la gestion confessionnelle du Mandat telle qu'entreprise par la France. En 1921, le rapport d'un franc-maçon de retour du Liban rend compte au Conseil de l'Ordre de cette dépendance communautaire qui force l'indignation des loges face à la propagande des missions jésuites. Collusion, qui selon le rapporteur, démontre la politique cléricale de la France au Levant menée depuis par le général Gouraud, lui-même, considéré comme un dévot catholique. Les francs-maçons libanais s'en inquiètent et pensent qu'en soutenant démesurément une minorité, la France susciterait particulièrement «*les haines religieuses et favoriserait l'influence néfaste*» des cléricaux aux mépris des autres communautés⁴⁰. Cette inquiétude se vérifie pleinement à partir de 1924 qui semble marquer le déclenchement concerté de l'opposition intellectuelle des francs-maçons concernant les questions de politique mandataire au Liban. C'est pourquoi, le 11 janvier 1924, au cours d'une importante réunion à Tripoli, dans les locaux de la loge Qadisha, les vénérables des ateliers de Beyrouth et de Tripoli s'attaquent à la politique cléricale menée par l'autorité mandataire qui caractérise, pour la majorité, les relations antagonistes entre cette administration et les loges libanaises. L'ancien Haut-Commissaire, le général Gouraud, est ainsi traité de «*calotin et d'homme aux ordres du clergé*» et son successeur en poste, Weygand accusé de tenter de composer, lui aussi, avec les dignitaires maronites et de se mettre «*aux ordres du joug cléricale*»⁴¹. Pour contrer cette association, les francs-maçons réclament une politique mandataire laïque et impartiale par la promotion de la séparation de l'État et de l'Église notamment en ce qui concerne l'instruction publique et l'enseignement supérieur⁴², domaines privilégiés de pénétration des congrégations jésuites. Si le thème cléricale devient récurrent dans les débats maçonniques et focalise une partie des griefs contre la France, c'est que la puissance mandataire favorise ostensiblement la seule communauté maronite qui œuvre de toute son influence pour obtenir l'indépendance du Grand

Liban. En fait, l'opposition générale des loges à l'action de la France dans ce débat politico-confessionnel se comprend par la proportion négligeable voire *quasi* nulle des maronites dans la maçonnerie libanaise. Les registres, qui indiquent les confessions des frères, vérifient ce rejet et les maronites ne dépasseraient pas 3% des inscrits pour une communauté qui représente un tiers des Libanais en 1922. De plus, les ateliers localisés se situent hors des municipalités à majorité maronite: Beyrouth est multiconfessionnelle; Marjayun, Shwayr, Zahlé, Rayaq, Kuba sont à majorité grecque orthodoxe; Harissa est grecque-catholique, Tripoli ville sunnite, Baalbeck chiite, Shwayfat et Baakline sont des villages druzes. Enfin les maronites se démarquent de la structure maçonnique d'autant que le Patriarcat, dont ils dépendent, ne cesse de leur rappeler la condamnation papale à l'encontre de l'Ordre maçonnique dans la lettre *In eminenti apostolatus* prononcée le 28 avril 1738. À l'inverse, les autres communautés confessionnelles, d'une part, refusent majoritairement leur allégeance à un État qui se dessine institutionnellement comme chrétien-maronite et, d'autre part, se considèrent annexées sans le moindre esprit de consultation et représentatif. Cette divergence s'explique par les sympathies et tendances politiques des communautés: les sunnites, notamment de Tripoli, clament leur intégration à la Syrie; les grecs orthodoxes se rangent historiquement auprès des nationalistes arabes; au début des années 1920, les chiites sont initialement hostiles au mandat; seuls les druzes restent divisés jusqu'en 1925 sur leur comportement envers la politique mandataire⁴³. Par conséquent, confrontés au débat croisé de la politique et de la religion, les francs-maçons se placent dans l'opposition au mandat tel qu'il se dessine dès lors.

Le temps des revendications

La perspective d'une victoire du Cartel des gauches en France, au printemps 1924, déclenche, de la part des maçons, un nouvel espoir d'être enfin écoutés. Esprit qui se traduit par une période revendicative riche et centrée principalement sur les sujets ayant trait à leur propre identité nationale. Dès lors, les vénérables et les frères ne discutent pas seulement, lors des tenues, de la vie maçonnique et du développement de l'entente harmonieuse entre les loges, mais également des effets du Mandat sur le Levant. Ils s'inscrivent dans un mouvement anti-mandataire dont les objectifs politiques sont liés à ceux des nationalistes syriens⁴⁴.

Ce mouvement contre le mandat de la France reçoit en 1922 le support de la Commission King-Crane, dépêchée par la Société des Nations pour évaluer la situation politique dans les zones sous occupation française et britannique en vue d'un processus d'émancipation sous tutelle jusqu'à leur indépendance. D'après cette commission, la majorité des Syriens se montre hostile à la France pour sa politique séparatiste et notamment celle relative au cas du Liban. Dans leur ensemble, les Syriens s'opposent à toute charte de la Société des Nations qui réduirait leurs libertés politiques. Cette séparation, promue par la France, est perçue par les unionistes comme incohérente aussi bien politiquement qu'économiquement. En réalité, ces frères unionistes emploient le terme de «*non naturelle*»⁴⁵ pour souligner le caractère illégitime et sans fondement historique d'une nation

libanaise, telle qu'envisagée par la France et les maronites associés à ce projet. Cette union, s'inscrit tout d'abord dans une démarche d'émancipation et de revalorisation arabe dont l'aboutissement serait de «*supprimer les frontières qui séparent les pays arabes pour former un État arabe indépendant*»⁴⁶. C'est dans cet esprit qu'en février 1924, les⁸⁹ maçons se réunissent à Tripoli. Les discussions concernent la création d'agences de propagande dans tous les pays du monde arabe en faveur de l'unité, de la propagation de la langue, de la création d'une académie littéraire et d'une université arabe ainsi que d'un enseignement laïque en opposition à celui des écoles étrangères notamment religieuses. Les frères réunis proposent également une politique économique et monétaire constructive et favorable aux pays arabes par une valorisation de la livre syrienne, de la livre égyptienne et de la livre or pour permettre, à terme, la création d'une unité monétaire⁴⁷. Ce thème du nationalisme arabe introduit celui du nationalisme syrien qui se construit à partir d'une élaboration constitutionnelle, condition préalable nécessaire à l'établissement d'une union syrienne, dernière étape avant l'objectif final de l'indépendance. Ce mouvement revendicatif encore diffus, lancé par quelques maçons engagés, s'organise véritablement avec la constitution du Conseil supérieur des Loges de Beyrouth composé des différents vénérables du Liban. En conséquence, Said Sabbagh de la loge Le Liban, Michel Malki de l'atelier La Sagesse et délégué du Conseil fédéral au Levant de la Grande Loge de France, le Docteur Ghusn de la loge égyptienne al-Rashid, Jibran Butrus, Nasrallah Haddad de la loge américaine New York, Faris Mishriq de la loge Sannine, Ibrahim Minzar de l'atelier Beyrouth et Jamil Bayhum de la loge al-Ittihad décident d'adresser directement à Édouard Herriot, dès sa prise en charge du gouvernement, un rapport résumant les revendications politiques et économiques du pays autour d'une Syrie unifiée, incluant de fait le Liban. En effet, pour le Conseil maçonnique, le droit à une «*unité syrienne compatible avec leur langue, leurs mœurs est préférable au point de vue politique et économique*»⁴⁸. Ce Conseil maçonnique dénonce en outre les injustices institutionnelles et demande, à ce sujet, l'abrogation du statut mis en place par la France avec, en priorité, la dissolution des instances représentatives et son remplacement par l'élection d'une Assemblée constituante transitoire chargée d'élaborer les statuts du pays instituant les fondements de l'unité syrienne, prélude de son indépendance. Enfin, pour garantir l'intégrité et l'indépendance du futur État, les maçons exigent la mise en place d'une force publique uniquement nationale en dehors de tout contrôle mandataire⁴⁹. Ce mouvement revendicatif ne concerne pas seulement les francs-maçons les plus vindicatifs opposés à la France, mais d'une manière générale l'ensemble des frères avec plus ou moins de réserve suivant leurs convictions et sympathies personnelles. Pour preuve, même les frères de la loge La Sagesse, pourtant une des plus francophiles par son recrutement et ses responsabilités régionales au sein du Grand Orient de France, se prononcent, eux aussi, dès 1923, pour la réunification du vilayet du littoral libanais, à majorité musulmane, avec la Fédération de Syrie et non avec un Grand Liban maronite⁵⁰. Toutes les tendances maçonniques se retrouvent au Congrès de Damas du 31 juillet au 3 août 1924 en présence de 26 délégations venues du Liban et de Syrie où l'union des forces maçonniques

contre la politique mandataire semble bien se concrétiser. Effectivement, la tendance nationaliste anime ce Congrès dont la direction et l'organisation sont confiées aux Libanais Jamil bey Bayhum, Said Sabbagh, Jibran Tuani et aux syriens de la loge Syrie de Damas Na'aman Abu Sha'r, conseiller d'État, ainsi que Said Ghazzi, ministre de la justice et membre de l'ancien parti nationaliste al-Fatat⁵¹. Finalement ces débats institutionnels et politiques, au sein de la maçonnerie libanaise, se poursuivent au cours d'une trentaine de réunions tenues tout à tour dans les différentes loges libanaises engagées dans ce processus et cela jusqu'aux premiers mois de 1925⁵².

Enfin cette radicalisation des maçons s'exacerbe au contact des pratiques coloniales qui dénigrent le sentiment national des Libanais. Les frères réclament donc la suspension des Conseils de Guerre qui lèsent la souveraineté nationale ainsi que la limitation du rôle des fonctionnaires français à celui de simple conseiller. Tous les pouvoirs exécutifs, plus ou moins officieux, de ces derniers doivent leur être retirés au seul profit d'une administration strictement libanaise. Pour eux, il est en effet insupportable que «*les fonctionnaires français, qui, une fois arrivés en Syrie, gouvernent en dictateurs*». Les maçons condamnent de manière plus globale cette domination écartant les locaux de leur rôle souverain dans les décisions gouvernementales. Ils demandent légitimement, en accord avec la charte des mandats, pour eux et leurs concitoyens, de partager les pouvoirs aux mains de la puissance mandataire⁵³.

Tout au long de ces premières années du Mandat, les maçons s'engagent dans l'espace public à une résistance intellectuelle, non violente, faite de pétitions, de correspondances et d'articles de presse. Actions d'autant nécessaires que toute protestation auprès de la Commission de la Société des Nations contre les gouvernements mandataires doit être présentée par l'intermédiaire de ces mêmes gouvernements⁵⁴. Pour contourner cette censure afin d'intervenir favorablement sur les décisions du Haut-Commissaire et faire valoir leurs craintes, les maçons se chargent d'utiliser leurs réseaux en France en contactant hommes politiques et intellectuels français. C'est dans ce but que le vénérable de la loge Le Liban et délégué régional du Grand Orient de France, Said Sabbagh, écrit à Emmanuel Lévy, professeur de droit à la faculté de Lyon et élu socialiste à la municipalité lyonnaise, pour le prier d'intervenir auprès d'Herriot au sujet des revendications statutaires du pays et faire pression sur le Général Weygand alors en charge du Haut-Commissariat à Beyrouth⁵⁵. Quelques semaines plus tard Emmanuel Lévy répond dans ce sens à Said Sabbagh que «*Le Général Weygand a été entretenu par de nombreux personnages politiques à Paris au sujet de la nécessité de changer de politique en Syrie et de demander au Gouvernement de la modifier, en tenant compte des revendications syriennes, faute de quoi il ne pourrait réussir dans sa mission et son prestige en souffrirait*»⁵⁶. De même, certains frères adressent directement leurs rapports au Grand Orient de France ainsi qu'au député socialiste Berthon, connu pour son action en faveur de responsables nationalistes «*indigènes*» et pour son opposition à la politique coloniale de la France⁵⁷. De son côté, le Grand Maître de la Grande Loge de France

tente de rassurer timidement les frères du Liban par une correspondance adressée au Vénérable à la loge La Sagesse. En fait, d'après ce courrier, le Président du Conseil Poincaré, entretiendrait l'espoir en promettant de proposer au plus tôt l'élection d'une telle Assemblée tant en Syrie qu'au Liban pour élaborer leur constitution respective, mais cette proposition, qui ne répond nullement aux attentes d'unité des maçons nationalistes, resterait toujours suspendue à l'action et l'approbation du Bloc national dont la politique coloniale jusque-là ne laisse que peu d'espoirs à un dénouement favorable⁵⁸.

De la déception à l'opposition

Les bonnes intentions, obtenues par les réseaux maçonniques ne se concrétisant pas utilement, conduisent aussi les frères à affronter directement le gouvernement par voie de presse. De ce fait, une première fois en janvier 1924, Jibran Tuani, rédacteur en chef du journal *al-Ahrar*, organe de presse de la maçonnerie basée à Beyrouth, engage ses frères à user de tous les moyens pour obtenir l'indépendance du pays⁵⁹. Puis à son tour, Said Sabbagh, son propriétaire, appelle ouvertement les francs-maçons au retrait de leur confiance dans la puissance mandataire et dans ses desseins⁶⁰. Face à cette fronde, le Haut-Commissaire Weygand suspend *sine die* le journal *al-Ahrar*. Said Sabbagh provoque alors une réunion dans les locaux de la loge Le Liban pour protester contre l'interdiction du journal⁶¹. Les principaux vénérables réunis décident en solidarité à Jibran Tuani, d'adresser une pétition au Haut-Commissaire pour demander le report de la sanction⁶². Cependant cette atteinte aux libertés de presse n'est pas un cas isolé. Quelques semaines plus tard, Taha Mudawar, vénérable de la loge de l'Union, propose, avec d'autres présidents, d'écrire malgré tout à la Société des Nations pour se plaindre des agissements des autorités contre la liberté d'opinion dont sont victimes certains frères journalistes. Parmi eux, 'Ali Nasr al-Din de la loge Le Liban et propriétaire du *al-Mumbar*, journal également proche des milieux maçonniques, est expulsé le 1^{er} janvier 1924⁶³ pour ses propos diffamatoires et séditeux. Nasr al-Din mit expressément en cause l'œuvre civilisatrice et l'autoritarisme de la puissance mandataire concernant l'exploitation du patrimoine du pays entrepris lors des missions archéologiques dirigées par la France. Réalité ou métaphore, ces propos témoignent des procédés arbitraires utilisés par l'Administration et le mépris avec lesquels ses services concernés traitent les journalistes, indignant de plus en plus de maçons qui abandonnent leur soutien à la France et considèrent ses mesures contre la presse comme autant d'«*attentats à la liberté individuelle dans une politique de terreur*»⁶⁴. Une telle exaspération ne peut que provoquer la radicalisation de certains discours. À l'exemple de Jibran Tuani qui n'hésite plus à préconiser alors «*l'emploi de la force et de l'agitation*» pour radicaliser le mouvement national unioniste et anti-mandataire⁶⁵. Quelques jours plus tard, c'est au tour du vénérable de la loge al-Ittihad, Jamil Bayhum, d'exhorter les frères assemblés dans le Temple à prendre l'exemple des turcs dont la résistance aux ambitions des puissances européennes après la fin de la Première Guerre mondiale s'affirme désormais comme un modèle anti-impérialiste. Comme les nationalistes Turcs, c'est par «*la force et par les armes qu'ils parviendraient à retrouver l'indépendance et à*

la liberté»⁶⁶.

Avec la perspective d'un changement de gouvernement en métropole, certains frères hésitent malgré tout à se lancer définitivement dans une confrontation radicale alors qu'un accord avec la France subsiste⁹² encore⁶⁷. D'autant que cette perspective de négocier avec un gouvernement libéral se concrétise enfin après la victoire du Cartel des gauches du 11 mai 1924. Apprenant la nouvelle, certaines loges de Beyrouth d'obédience française fêtent avec liesse l'espoir en passe de devenir réalité⁶⁸. Même le Grand Orient de France alimente la rumeur en exprimant dans le journal maçonnique *al-Ahrar* sa satisfaction dans la fin du «*mouvement colonial*» après quatre ans d'occupation⁶⁹. Dans les premiers mois qui suivent le changement de gouvernement, la France entretient l'illusion avec le rappel du Haut-Commissaire Weygand dont les activités cléricales s'accordent mal avec les projets libéraux du nouveau chef du Conseil, le radical-socialiste Édouard Herriot⁷⁰. D'autant qu'il semble bien qu'au début de l'année 1924, le président du Conseil soit bien disposé, à la première occasion, à intervenir de manière «*sympathique*» auprès de la population libanaise⁷¹. Cette situation nouvelle motive les maçons nationalistes et libéraux à stimuler des appuis politiques en France. Pour cela, lors d'une assemblée, le cheikh Ibrahim Minzar, vénérable de la loge Beyrouth et membre du Conseil représentatif de la ville, propose de créer préalablement une formation socialiste libanaise directement affiliée au Parti socialiste français. Formation à vocation maçonnique puisqu'elle permettrait de placer les loges sous la protection de Parti socialiste français dans leur combat contre les agissements des autorités mandataires⁷². En fait, toutes les forces progressives de tout horizon représentent pour les frères un espoir certain comme le rappelle d'ailleurs le docteur Michel 'Afaysh, de la loge La Sagesse, qui laisse entendre que «*les socialistes français seront pour nous les meilleurs amis, mais aussi n'oublions pas le parti travailliste anglais qui pourrait également nous rendre des services appréciables*». Par opportunisme ou par conviction, la majorité des frères approuve cette proposition et réclame par conséquent de se placer dès lors sous la protection du Parti socialiste français⁷³.

L'arrivée de Sarrail, qui, contrairement à ce que croient les maçons du Levant, n'appartient pas à l'ordre, déclenche l'intérêt des obédiences et de leurs affiliés libanais pour les services de l'administration mandataire. Au Liban, loges et Grands Orient s'activent pour placer des frères aux postes importants de la fonction publique d'autant que Sarrail impose des francs-maçons aux principaux postes de décisions. En France, le Grand Maître Bernard Wellhoff, intervient au nom de la Grande Loge de France, auprès du général Sarrail pour proposer de nommer des francs-maçons à des postes ministériels de l'État de Syrie. Sensible à ces appels, le Haut-Commissaire promet à son ami Bernard Wellhoff de tenir compte des sollicitations⁷⁴ et se tient prêt à seconder l'action des loges si les maçons soutiennent à leur tour discrètement son œuvre⁷⁵. Sarrail tient un temps ses promesses et, peu après sa nomination, impose François Pierre-Alype, dignitaire maçon, comme délégué du Haut-Commissariat à Beyrouth. Il s'entoure également de quelques officiers, membres de la

maçonnerie, tel le directeur du Service de l'intendance des troupes du Levant Louis Aubouy ou le colonel Denis⁷⁶. Enfin quelques jours plus tard, Sarrail promeut Léon Cayla, franc-maçon, ancien administrateur des colonies, et précédemment à la tête du gouvernement de Lattaquié, au poste de gouverneur du Grand Liban le 12 janvier 1925⁷⁷. En⁹³ définitive la représentation participative attachée aux charges décisionnaires des maçons libanais reste faible et déçoit les plus modérés de l'opposition maçonnique d'autant que le général Sarrail doit abandonner son poste moins de six mois après sa prise de fonction après sa responsabilité avérée dans le déclenchement et la gestion de la Grande Révolte syrienne de 1925 dont les effets politiques et violents rayonnèrent jusqu'au Liban.

Finalement l'orientation nationaliste de la maçonnerie d'opposition s'élabore au Congrès de Zahlé du 20 au 24 juillet 1925. Ce Congrès, sous les auspices de la Grande Loge nationale d'Égypte, ne fait que répéter les mêmes revendications abordées au Congrès de Damas l'année précédente, auxquelles s'ajoute le droit à une constitution élaborée par un Conseil élu du peuple et s'opposant à toute législation ne procédant pas d'une autorité nationale. Et si aucun des frères présents ne déclare le moindre mécontentement contre la politique du Haut-Commissaire, les représentants des obédiences françaises comprennent la situation, l'atmosphère chargée d'un malaise profond accroît leur isolement et ne réagissent pas aux décisions rendues. Décisions, une fois soumises aux deux Grands Orient parisiens, qui signent, pour les uns, leur émancipation et, pour les autres, leur déclin⁷⁸.

L'influence étrangère et le recul de la franc-maçonnerie française

Les manœuvres de la maçonnerie égyptienne

Si après la Première Guerre mondiale, le mouvement maçonnique se développe notamment avec la constitution de nombreuses loges françaises, les relations entre les loges d'obédiences françaises et les autres restent distantes et réservées. Voyant que la maçonnerie française se tient sur ses gardes face à la situation politique mandataire, qu'elle manque d'activisme, sans engagement fort ni soutien explicite pour la cause syro-libanaise, les personnalités libanaises, désireuses d'exploiter le mouvement maçonnique à des fins politiques, se tournent en majorité vers les loges égyptiennes⁷⁹. Cette concurrence des ateliers égyptiens provient de la conviction de certains officiers et dignitaires maçons que l'avenir politique du Liban suppose aussi l'orientation de la maçonnerie libanaise et son exploitation. Aux premiers rangs d'entre eux se distinguent les vénérables Ahmad Nami Bey de la loge Phenicia, le docteur Hassan 'Assir, chef du Parti démocratique et président de la loge al-Rashid, Jamil Bayhum en liaison avec les nationalistes égyptiens par l'intermédiaire de Taha Ibrahim représentant de la Grande Loge d'Égypte au Levant, du journaliste Taha Madawar de l'atelier al-Ittihad et enfin Makzumi bey, vénérable de la loge Beyrouth, lui même sous l'influence utile du

mouvement nationaliste égyptien ⁸⁰.

Dans une maçonnerie égyptienne centrée essentiellement sur Beyrouth, ville très active dans la promotion du mouvement arabe et rivale de Damas dans la contribution à l'élaboration de l'idée même de ⁹⁴ l'Arabisme ⁸¹, les frères retrouvent dans cette obédience non seulement une pratique rituelle plus adaptée à leur culture, des affinités linguistiques évidentes et surtout une identité nationale toujours revendiquée ⁸². De ce mouvement, certains initiés s'affirment comme des modèles récurrents de l'historiographie de l'Ordre au Proche-Orient. Muhammad 'Abduh professeur à l'université al-Azhar du Caire et Jamal al-Din al-Afghani en demeurent les plus célèbres et mieux ancrés dans la mémoire collective de la maçonnerie moyen-orientale ⁸³. Leaders de la réforme, ils dévouèrent toute leur vie à l'édification de l'union du monde musulman et à la libération des peuples de la colonisation et du despotisme en puisant les fondements essentiels de la réforme et de la prédication religieuse dans le Coran. Ensuite, certains intellectuels, qu'ils soient francs-maçons ou bien en liaison avec eux, reprennent leurs enseignements et leurs concepts qu'ils diffusent au travers des journaux arabistes *al-Manar* en Égypte, dirigé par Rida Rashid ⁸⁴, ou *al-Muqtabas*, propriété de Muhammad Kurd 'Ali ⁸⁵, futur *al-Qabas* de Damas ⁸⁶, devenu l'organe de presse du Bloc national syrien alors dirigé par Najib Rayyis de la loge Kayssoun. D'autres intellectuels, comme l'émir Tahir al-Jaza'iri, des loges Lumière de Damas et Syrie, à l'image d'un 'Abd-al-Rahman al-Kawakibi, utilise, lui aussi, cette presse pour diffuser sa pensée moderniste de l'Islam et souhaiter la création d'une nation arabe libre. Tous exaltent le sentiment arabe et revendiquent le développement de la langue arabe et de l'arabisme en réaction à la prégnance culturelle de l'Empire ottoman et de la pénétration occidentale de la fin du XIX^e siècle ⁸⁷.

Dès lors, la maçonnerie égyptienne utilise pleinement ces principes nationalistes et les conséquences de l'occupation française pour dynamiser efficacement sa position et son développement. À partir du début des années 1920, les dignitaires de la maçonnerie égyptienne utilisent, lors de visites officielles, les ateliers pour diffuser des discours nationalistes qui doivent, à la fois, rassembler autour de la Grande Loge nationale d'Égypte les frères libanais et servir d'instrument de propagande politique ⁸⁸. Instrumentation qui doit promouvoir, d'une part, le développement maçonnique de l'obédience égyptienne au dépens de la maçonnerie française, et, d'autre part, les intérêts politiques des nationalistes unionistes qui trouvent dans cet Ordre un soutien pour tous ceux qui entretiennent des intérêts communs contre la France et sa politique mandataire. Ces réunions maçonniques ne sont pas uniquement le moyen de transmettre «*le salut des frères égyptiens à ceux de Syrie*» ⁸⁹, mais aussi, et surtout, d'encourager le mouvement vers l'indépendance en «*allumant au sein des loges la flamme de la liberté*». En effet, certains vénérables de l'obédience égyptienne comme les Grands Maîtres Joseph Hajj ou Taha Ibrahim ⁹⁰ rencontrent, lors de leur séjour au Caire, les nationalistes égyptiens et en particulier leur chef Zaghlul Pacha, chef de file et figure emblématique du parti Wafd, avant de rapporter au Liban leur propos et leurs

conseils. Pour ces nationalistes, ce mouvement vers l'indépendance doit être déclenché et conduit, à l'exemple de l'Égypte, justement, par les francs-maçons, seuls à posséder, par leur niveau culturel et professionnel, les qualités nécessaires à gouverner. Exemple repris, lors d'une réunion, par Joseph Hajj qui affirme en substance que: «*Nous n'avons* ⁹⁵ *pas à inventer un programme politique, nous pouvons copier celui de l'Égypte. Les Égyptiens ont gagné leur indépendance au prix de leur sang, imitons l'exemple, s'il faut un sacrifice, je suis le premier à la faire*» ⁹¹. Si certains proclament avec autant d'audace leur entreprise d'émancipation nationale, c'est que les maçons libanais peuvent compter sur le soutien des frères nationalistes égyptiens riches, en effet, de leur expérience récente ⁹². Pour cela, Taha Ibrahim propose à ses frères libanais, à toute autre action préalable, de fédérer les ateliers égyptiens et écossais dans une Grande Loge régionale basée à Beyrouth sous l'autorité éclairée de l'obédience égyptienne ⁹³. Cette propagande égyptienne ne surprend par les Services des renseignements qui voient dans les loges égyptiennes, attachées à l'obédience du prince Muhammad 'Ali, un foyer de d'opposition nationaliste et de l'arabisme. Mais derrière l'Égypte, il semble se distinguer aussi l'influence d'une autre puissance étrangère dont les intérêts régionaux interfèrent ceux de la France en ce début des années 1920. En effet, les mêmes services mandataires soupçonnent l'obédience égyptienne d'être en complète intelligence avec les loges anglaises, d'autant que la Grande Loge Unie d'Angleterre, contrairement à la maçonnerie française, reconnaît la Grande Loge du prince comme seule légale en Égypte ⁹⁴.

L'opposition des loges anglo-saxonnes

En fait ce n'est pas seulement la maçonnerie égyptienne qui bénéficie des difficultés des loges françaises, mais l'ensemble des obédiences présentes. Toutes participent à la lutte d'influence menée par les puissances étrangères en contrepartie d'une meilleure représentativité aux dépens des maçonneries françaises. La maçonnerie écossaise s'inscrit, elle aussi, dans ce mouvement qu'elle reprend après la Première Guerre mondiale. En effet, le réveil de l'ensemble des loges écossaises s'achève vers 1924 et le nombre d'inscriptions croît de 1920 à 1926 dans une moyenne de près de cent nouvelles adhésions par an. Cette progression culmine en 1926 avec 140 nouvelles initiations permettant de ce fait aux effectifs du Liban de l'obédience d'Édimbourg de se rapprocher de ceux d'avant guerre qui dépassaient alors les huit cents membres ⁹⁵. Malgré cette vigueur retrouvée, l'obédience écossaise ne constitue plus de nouveaux ateliers hormis le chapitre The Order of the Holy Royal Arch Masons of Scotland *souché* sur la loge al-Salam et consacré en 1926 à Beyrouth ⁹⁶. Sur les questions politiques, à la manière d'un Jibran Butrus, vénérable de la loge al-Salam, qui refuse toute idée même de Mandat ⁹⁷, les ateliers écossais s'opposent à l'action française par une propagande active en décidant, en 1924, lors d'un Congrès maçonnique anglo-américano-arabe de Suq al-Gharb, de subventionner la création d'un journal anticlérical et antifrçais.

La maçonnerie écossaise ne se réduit pas seulement à une opposition anti-mandataire, elle contribue à diffuser, en l'absence de toute représen-

tation maçonnique de la Grande Loge unie d'Angleterre au Levant, la propagande britannique et son rayonnement au Liban. Cette influence doit positiver l'action de la politique britannique dans les pays sous son autorité et en particulier mettre en exergue l'attention particulière qu'elle porte à son engagement dans l'émancipation des peuples⁹⁶ arabes vers l'indépendance et à laquelle elle oppose volontiers la déception suscitée par la France au Levant à ce sujet. Ainsi les exemples, débattus sur ce sujet, plaideraient en sa faveur. Que ce soit en Irak ou en Palestine, les traités et les négociations concernant l'indépendance de ces pays sont *exemplifiés* alors qu'en réalité leur émancipation et leur situation politique restent superficielles et précaires⁹⁸. Une fois la mansuétude de l'Angleterre «démontrée», les officiers des loges écossaises n'auraient plus qu'à propager l'idée que seules l'Angleterre et la Grande Loge d'Écosse appuieront et aideront les maçons syriens dans leurs aspirations politiques⁹⁹. Rhétorique qui expose la politique britannique d'obliger la France à évacuer la Syrie afin qu'elle cesse son «*attitude impérialiste et colonialiste*»¹⁰⁰.

Pour sa part, la Grande Loge de New York bénéficie discrètement, mais pas moins efficacement, de l'essor maçonnique des années 1920. Cette ascension accompagne l'affirmation politique et économique des États-Unis aux dépens des puissances industrielles de la vieille Europe. En effet, l'obédience américaine connaît une implantation quantitative brutale entre 1924 et 1930, faisant suite au développement des loges françaises. L'obédience américaine institue au Liban, durant cette période, pas moins de sept nouveaux ateliers: à Beyrouth les loges Syro-Américaine et New York s'ouvrent au début de l'année 1924, l'atelier Fakhr al-Din est fondé probablement en 1925, puis s'installent successivement les ateliers Sulayman à Kura près de Tripoli en 1928, Shuf à Baakaline et al-Bardawni à Zahlé en 1929, enfin, plus tardivement, s'établit en 1935 à Marjayun la loge al-Marj¹⁰¹. Pour renforcer leur solidarité et leur puissance, les loges Syro-Américaine et New York forment, dès le 30 septembre 1924, le District de Syrie-Liban sous la direction de son représentant, Walter Adams¹⁰².

Pour les maçons libanais, le choix de s'affilier aux loges américaines n'est pas dénué de fondement politique. Car malgré leur apparente prudence, ces ateliers témoignent d'une opposition inconditionnelle à l'attribution du mandat à la France. Certains de leurs frères, au regard de la situation internationale depuis la Première Guerre mondiale, répandent l'idée que «*l'Amérique est un grand pays dont le concours est indispensable au monde entier*»¹⁰³. En effet, lors des négociations de paix discutées à la Conférence de San Remo, le président des États-Unis Woodrow Wilson n'est pas favorable au partage du Moyen-Orient entre Français et Britanniques¹⁰⁴.

Une autre raison à cet engouement pour la maçonnerie new yorkaise concerne aussi ses principes de recrutement. À la lecture des listes des membres et des dignitaires identifiés, la composition des ateliers américains, laisse une place importante à la communauté anglo-saxonne et protestante. Sur les 35 officiers des loges Syro-Américaine et New York, une dizaine est d'origine américaine, enseignants ou diplômés de l'Université

américaine de Beyrouth. Université, qui, pour la Grande Loge de New York, représente par conséquent une raison pratique et évidente d'y implanter l'Ordre américain¹⁰⁵. Même si les membres de cette obédience ne s'impliquent pas ostensiblement dans la vie politique libanaise, ils contribuent par leur position et leur réseau à représenter un potentiel de propagande. De plus, cette expansion semble aussi provenir de la volonté de limiter le nombre de leurs adhérents afin de mieux contrôler la qualité des initiés ainsi que pour une meilleure sélection de leurs moeurs. Irréprochables, ils peuvent de cette manière faire profiter de leurs connaissances et de leurs positions pour servir avec «*zèle l'humanité*» dans l'esprit des exigences et des règles de la maçonnerie pour se concentrer sur les fondements de l'Ordre dans la pratique rituelle et l'action de bienfaisance. Car, comme le rappelle la revue maçonnique *al-Insanyat* de Damas du mois de novembre 1932, le manque de fermeté dans l'acceptation des impétrants et la faiblesse de décision dans la défense des constitutions maçonniques et des règlements intérieurs amènent le désordre et compromettent la réputation des compagnons dans les loges¹⁰⁶. Enfin cet essor se nourrit du contexte de crise économique mondiale. Le faible investissement financier des droits de capitations et de graduations exigé par l'obédience de New York contribue en conséquence à lui attirer de nombreux maçons des autres institutions. Mieux encore, en avril 1924, la Grande Loge américaine intervient auprès de la loge New York pour qu'elle accepte, sans droit d'entrée, les frères qui désirent s'affilier à cet atelier en finançant elle-même cette initiative. De plus cette obédience, entre propagande et humanisme, verse 2000 dollars pour aider financièrement chacun des frères les plus nécessiteux. Soutenu, le vénérable de la loge de New York, Nasrallah Haddad, révèle les vrais objectifs de son obédience dans un discours où il invite les maçons à «*se ranger au côté de l'Amérique, seule grande puissance, qui soutient, loin de toute ambition colonialiste, la lutte des Syriens pour l'indépendance et la liberté*»¹⁰⁷.

La propagation des loges américaines au Liban éveille les inquiétudes des francs-maçons des ateliers affiliés aux obédiences françaises. Les fonds considérables qu'elles affectent à des œuvres de secours, de bienfaisance et autres pratiques particulières de propagande attirent initiations et affiliations. Ces efforts, déployés par les frères des ateliers américains, tendent à multiplier leurs loges en vue de constituer une Grande Loge sous protection américaine. Cette tentative, conjuguée à celle des loges égyptiennes déjà regroupées en Grande Loge régionale, quasi indépendante, déstabilise la maçonnerie française. Cette prise de conscience force aussi certains ateliers, comme la loge La Sagesse, à envisager urgemment la constitution d'un Grand Orient syrien indépendant, sous la tutelle des institutions maçonniques françaises¹⁰⁸.

Le déclin des obédiences françaises

Ces processus de dépréciation annoncent la chute de la maçonnerie française même si le développement des autres obédiences n'est pas une surprise pour les Ordres français. Dès 1922 la loge La Sagesse avertit la Grande Loge de France de l'action entreprise par La Grande Loge Nationale d'Égypte qui exploite le mécontentement général de la popu-

lation libanaise envers l'Administration française pour tenter de récupérer des membres ¹⁰⁹. La fin de la politique «coloniale» du Bloc national et de la droite française à laquelle se substitue celle nouvellement élaborée avec l'arrivée au pouvoir des libéraux du Cartel des gauches en 1924 ne remettent pas en cause un Liban indépendant ¹¹⁰. On l'a vu ⁹⁸ précédemment, l'arrivée de Sarrail à Beyrouth n'apporte aucune avancée sensible. Pire son action éphémère se résume dans les mémoires collectives au bombardement de Damas lors de la Grande Révolte de 1925. De même, une fois le soulèvement passé, aucune élection législative n'est organisée par son successeur Henri de Jouvenel en 1926. La Chambre des députés finalement accordée par ce dernier n'est autre que l'ancien Conseil représentatif libanais et le premier Président de la République est de ce fait tout simplement nommé par le Haut-Commissaire. Pour concilier les opposants, de Jouvenel évite, malgré tout, d'instituer un président maronite qui favoriserait l'hostilité et la suspicion des autres communautés confessionnelles. Le choix présidentiel se porte alors sur la nomination du grec orthodoxe et francophile, Charles Dabbas, maçon tout juste initié à la loge Le Liban ¹¹¹. Mais ces faibles concessions ne parviennent pas à infléchir la tendance antifrançaise et à éviter à la maçonnerie française de périlcliter. Cette désaffection ne s'inscrit pas seulement dans une tendance générale de la baisse brutale des effectifs maçonniques dans le monde entre 1928 et 1933 ¹¹², mais aussi dans un mouvement propre à la maçonnerie française au Levant. Contrairement aux autres Ordres, les obédiences françaises ne peuvent éviter aussi la perte de la plupart de leurs ateliers alors que les rares créations n'interviennent que de manière artificielle. Ainsi en décembre 1926, une partie des frères de la loge La Sagesse créent un nouvel atelier dissident sous les auspices de la Grande Loge de France. Les fondateurs lui donnent le nom de Bernard Wellhoff, Grand Maître récemment décédé, pour volontairement marquer leur attachement à l'usage du français lors des tenues et dans la pratique des rites ¹¹³. Quant au Grand Orient de France, il ne *souche* que la loge Phénicie en 1936 avec en grande partie des membres de l'atelier Rayak endetté et mis en sommeil auparavant. Entre temps, à l'initiative des obédiences françaises, les fermetures des temples se succèdent inexorablement jusqu'à la fin des années 1930: la loge Wadi al-Tayn est fermée par le Conseil fédéral de la Grande Loge le 21 septembre 1927 ¹¹⁴; ensuite, en 1930, le Grand Orient prononce la mise en sommeil de la loge La Lumière de Tripoli et déclare son irrégularité en 1935; la loge Le Soleil, exsangue, ferme ses portes en 1931 ¹¹⁵; l'atelier Cèdre du Liban accumulant les dettes, tout comme la loge La Sagesse, pourtant fidèle soutien à la maçonnerie française, cessent leurs activités régulières au début de l'année 1934; à son tour l'atelier Bernard Wellhoff, fondé récemment, arrête ses travaux par décision de la Grande Loge de France le 8 janvier 1934 avant d'être finalement éteint l'année suivante en janvier 1935 ¹¹⁶; l'atelier Haramun est déclaré irrégulier le 21 décembre 1935 par un décret de son obédience; enfin la loge L'Étoile du Liban est déclarée, elle aussi, irrégulière la 14 janvier 1936 pour les mêmes difficultés financières ¹¹⁷.

Vers une franc-maçonnerie libanaise indépendante 1930 – 1940

Le Damade Ahmad Nami bey

Ne se reconnaissant plus dans la maçonnerie française, une majorité de francs-maçons libanais s'en détourne et se rassemble sous diverses ⁹⁹ institutions maçonniques qui garantiraient plus favorablement leurs sympathies politiques et maçonniques.

Parmi ceux qui œuvrent pour cette émancipation, un homme se détache en la personne du Damade Shahriyari Ahmad Nami bey, dont le titre provient de son mariage avec une fille du Sultan, qui initie et élabore, par ambition personnelle et politique, l'institution d'une obédience nationale indépendante. Ce gendre du sultan ottoman s'initie à la loge Hilal ¹¹⁸ avant de rejoindre la Grande Loge nationale d'Égypte dans laquelle il occupe la charge de Grand Maître au sein du district provincial la Grande Loge régionale de Syrie et de Palestine. Officier de la loge Phenicia de l'obédience égyptienne, le Damade dépend aussi des Loges françaises Le Liban et Syria. Au début des années 1920, le Damade soutient politiquement la France contre les prétentions au trône de Syrie du roi Faysal tout en s'opposant à toute idée de séparatisme du Liban. Avec son réseau de notables et maçons, Ahmad Nami mène avec ce groupe de fidèles une campagne afin de préserver l'unité de la Syrie tout en acceptant le patronage de la puissance mandataire dans l'espoir, non dissimulé, de décrocher le titre royal ¹¹⁹.

Lors de sa tentative de réunification en 1923, la Grande Loge nationale d'Égypte supprime le poste de Grand Maître des loges de Beyrouth qu'occupe le Damade au profit du journaliste maronite Joseph Hajj qui devient alors délégué unique de l'obédience égyptienne ¹²⁰. Certainement déçu par l'attitude de l'obédience égyptienne, le Damade ne renonce pas et se démarque des injonctions venues du Caire. Dans cette situation, les clivages perdurent et chaque camp conserve son influence sur ses loges alliées. Ahmad Nami réunit donc sous son autorité les loges al-Rashid, Beyrouth, al-Thabat (La persévérance), al-Ittihad, (L'Union), Dafnée d'Antioche, Minah al-Amin et Phenicia qu'il détache de celles du parti de Joseph Hajj comprenant les ateliers Beyrouth, Le Soleil et un atelier éponyme al-Hajj jusqu'ici inconnu. Le Damade et ses partisans musulmans, eux-aussi mécontents, se lancent dans une recomposition politique et maçonnique centrée sur sa personne. Il projette de bâtir autour de sa notoriété publique et maçonnique une obédience indépendante qui ne se limiterait pas au Liban, mais s'étendrait à toute la Syrie. La première étape de ce projet consiste à présider préalablement la Grande Loge régionale de Syrie et de Palestine nouvellement créée à Beyrouth le 21 janvier 1925 par la Grande Loge nationale d'Égypte ¹²¹. District institué sous le patronage de Taha Ibrahim avec le consentement des loges al-Salam, Le Liban et des ateliers égyptiens toujours dévoués ¹²². Son influence dans les milieux maçonniques et son apparente modération politique, bien qu'il soit profondément attaché à l'unité syrienne ¹²³, lui permettent d'accéder en parti à ses objectifs, quand le Haut-Commissaire lui propose le poste de chef de l'État de Syrie le 26 avril 1926. Son gouvernement compte alors une forte majorité de francs-maçons appartenant autant au camp des pro-mandataires qu'à celui de l'opposition nationa-

liste syrienne ¹²⁴. Mais ses ambitions manquent d'appuis francs. Même s'il tente à Beyrouth d'user de son influence au sein des ateliers pour décider d'un mouvement solidaire des loges vers l'unité syrienne, il n'obtient que la sympathie des obédiences françaises et le soutien du journal *al-Ahrar* alors que les loges égyptiennes relevant d'Ildris Pacha refusent ¹⁰⁰ de le suivre dans cette voie. En Syrie, il entre très rapidement en conflit avec les membres nationalistes des loges qui posent comme condition de leur collaboration, l'application intégrale du programme politique élaboré au congrès maçonnique de Damas de 1924. Ce programme jugé inacceptable consomme la rupture complète entre le Damade et la franc-maçonnerie syrienne ¹²⁵. À ces tensions s'ajoute la conjonction de suspensions de la part des autorités françaises envers la maçonnerie libano-syrienne et le Damade pour leurs rapports supposés avec les forces anti-mandataires et leur intelligence étroite avec les loges britanniques pour leur soutien à la révolte de 1925 ¹²⁶. Au final son gouvernement ne résiste pas à la gestion et aux conséquences politiques de la révolte de 1925 du Haut-Commissariat ainsi qu'aux tensions induites par les ministres nationalistes de son gouvernement.

Vers une maçonnerie libanaise indépendante

Mécontent de son éviction politique en 1928, Ahmad Nami, appuyé par de nombreux officiers et frères de la maçonnerie libanaise, ne se décourage pas pour autant. Si la situation politique subit encore les conséquences de la Grande Révolte de 1925-1926 et les effets de l'autoritarisme mandataire, la suspension de la Constitution et surtout l'annulation de la victoire du sunnite Muhammad al-Jisr aux élections présidentielles de 1932 au profit d'une nouvelle nomination de Charles Dabbas, alimentent un peu plus la contestation qui couve dans les communautés musulmanes ¹²⁷. Dans ce chaos politique, le Damade construit une obédience indépendante en ralliant les loges égyptiennes à son projet ¹²⁸. Au début des années 1930, l'obédience égyptienne réagit à ce coup de force en accusant Ahmad Nami bey d'irrégularités maçonniques et d'être responsable du désordre engendré par sa propagande en faveur de l'union de loges égyptiennes sous son autorité. Néanmoins, il devance la dissolution des six loges en cause en télégraphiant la démission collective de ces ateliers au Grand Orient d'Égypte. Cet événement précipite, de fait, la fondation d'une obédience libanaise indépendante ¹²⁹. Les vénérables des loges frondeuses se réunissent le 30 juin 1934 pour élire le Damade Grand Vénérable du Grand Orient du Liban ¹³⁰. Quelques jours plus tard, pour certainement maintenir le contact avec le Liban, la maçonnerie égyptienne délivre finalement une patente de fondation à la nouvelle obédience libanaise ¹³¹. Une fois son assise établie, le Grand Orient du Liban, entreprend très vite l'unification de toutes les loges en Syrie et au Liban sous une même constitution ¹³². Ahmad Nami bey et le comité de cette obédience traitent avec certains frères de Damas pour y fonder une branche ¹³³. Entreprise rapidement conclue, puisque le 3 mars 1935, le Damade se rend à Damas pour rencontrer l'ancien ministre de la Justice syrien et vénérable Joseph al-Hakim ¹³⁴ ainsi que les principaux membres d'une loge Orient de Damas, constituée le mois précédent sous la

garantie de l'Orient libanais ¹³⁵.

Ce dynamisme et cette volonté expansionniste de la maçonnerie libanaise inquiètent aussi les obédiences françaises ¹³⁶. Dès décembre 1934, la Grande Loge de France est consciente des graves difficultés financières et d'effectifs des loges sous son obédience qu'entraîne la création de ce Grand Orient du Liban ¹³⁷. De son côté, le Conseil fédéral du Grand Orient de France adresse à ses loges un avis les mettant en garde contre cette obédience libanaise, d'une part, utilisée à des fins politiques par son président et, d'autre part, fondée irrégulièrement sans avoir reçu la légalisation maçonnique nécessaire, c'est-à-dire la reconnaissance par quatre Grands Orients autorisés ¹³⁸. Face à cette menace, il est demandé au Suprême Conseil de France et ses dépendances de sommer le Damade de dissoudre cette nouvelle obédience ¹³⁹. Pas plus que le Grand Orient égyptien quelques années auparavant, les obédiences françaises ne parviennent à dissuader l'obédience libanaise de suspendre son activité. Le 16 avril 1937, le Conseil de l'Ordre s'inquiète toujours de la présence de cet ordre qui comprendrait alors les ateliers Nahda, Slayman, al-Ittihad et Beyrouth dans la capitale libanaise ainsi qu'une loge à Tripoli et une autre à Tyr ¹⁴⁰.

Quelques années après la création du Grand Orient du Liban, d'autres dignitaires maçons décident de chercher à Damas une alliance maçonnique entre loges libanaises et syriennes. En 1939 il est ainsi décidé au cours d'une réunion de créer une Grande Loge unifiant des loges de Syrie et du Liban sous la présidence de 'Ata al-Ayubi, vénérable de la loge Amin et déjà Grand Maître d'une toute récente Grande Loge de Syrie, constituée sous l'autorité du Grand Orient d'Égypte le 12 juillet 1938 dont les officiers sont de tendance nationaliste ¹⁴¹. Pour cela l'avocat libanais Rafik Barraj se déplace à Damas le 18 janvier 1940 au siège de la Grande Loge syrienne, rue Catroux, avec une délégation maçonnique du Liban pour unifier les loges des deux obédiences ¹⁴². Cette obédience compte à la veille de la Deuxième Guerre mondiale à la fois, pour le Liban, les loges initialement d'obédiences françaises Le Soleil, La Sagesse, al-Nur de Tripoli, Haramun, Wadi al-Tayn de Hasbaya et les ateliers syriens Kayssoun de Damas, La Renaissance d'Alep et probablement Abu al Fida' de Hama ¹⁴³. Reconnue par de nombreuses autres obédiences, elle cesse malgré tout son activité avant la fin de la guerre ¹⁴⁴. En effet, au cours de ce conflit, toutes les loges en Syrie et au Liban se mettent, sous la contrainte, en sommeil ¹⁴⁵ après la publication par l'État français de la loi du 13 août 1940 qui interdit, en France et dans ses possessions, les associations secrètes et en particulier la maçonnerie.

Conclusion

L'idée d'une obédience libanaise et syrienne indépendante initiée par quelques dignitaires libanais dans les années trente s'impose aux loges du Liban et de Syrie d'après guerre. Au côté d'un Grand Orient du Liban réactivé, se créent successivement le Grand Orient arabe syrien en 1947,

la Grande Loge nationale de Syrie et du Liban en 1948 puis au début des années 1950 la Grande loge du Liban et des Pays arabes qui devient en décembre 1954 le Grand Orient de la Syrie, du Liban et des Pays arabes. Dans ce renouveau maçonnique, les obédiences françaises n'apparaissent plus, preuve de leur incapacité, tout au long de ces près de 102 30 ans d'occupation, à se déterminer clairement face à la politique mandataire de la France et à répondre aux aspirations des francs-maçons syriens qui, dans leur ensemble, aspirent à l'indépendance et l'union de la Syrie. Si ces deux termes sont récurrents dans les débats, c'est qu'ils associent la construction d'une maçonnerie syro-libanaise au mouvement nationaliste syrien. Ce projet par son référentiel identitaire porte le rejet, par l'ensemble des maçons musulmans et chrétiens, d'une «libanité» 146, centrée principalement sur la communauté maronite. Ces mêmes maçons, à l'inverse, s'assimilent aux principes de représentations élargies aux nationalismes syriens et arabes dont on ne peut savoir alors si ces choix relèvent d'un sentiment profond et durable ou seulement d'une alternative contextuelle.

NOTES

1 Les archives maçonniques proviennent du Grand Orient de France (G.O.D.F.), de la Grande Loge de France (G.L.D.F.), de la Grande Loge unie d'Angleterre (G.L.U.E.) et des fonds privés de Charles Kaswani; celles qui sont politiques essentiellement du Fonds Beyrouth des Archives diplomatiques de Nantes (A.D.N.) et des archives de la Résidence Jésuite de Beyrouth (R.J.B.) qui se révèlent prépondérantes dans l'élaboration de cet article.

2 Pour respecter le sens des termes utilisés dans les sources nous comprendrons le terme «libanais» pour désigner par extension les habitants de l'entité territoriale du Grand-Liban; par contre celui de «syrien» dans le sens d'une entité territoriale et politique incluant le Grand-Liban.

3 Une obédience désigne une association de loges maçonniques reconnaissant une organisation et une administration commune. Ligou Daniel, *Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie*, Paris, Puf, 2006, p. 861.

4 Frère est le terme par lequel les Francs-Maçons se distinguent généralement entre eux.

5 Hana Abi Rashid, *Da'iratu-l-ma'arif al-masuniyat*, Beyrouth, Librairie des Pensées arabes, 1961, p. 176.

6 Georges Dagher, "Genèse de la franc-maçonnerie au Liban", *Les Cahiers de l'Orient*, 1^{er} trimestre 2003, no 69, p. 87.

7 Safwat Fathi Najdat, *Al-masuniyat fi-l-watan al-'arabi*, Londres, Arab Research Centre Publication, 1980, p. 14 et Georges Dagher, 2003, n° 69, p. 87.

8 Safwat Fathi Najdat,

1980, p. 14.

9 Le Conseil de l'Ordre est l'organe directeur du Grand Orient de France. Ligou Daniel, 2006, p. 284.

10 Bibliothèque Nationale Française Richelieu, carton FM2-853, Conseil de l'Ordre, Obligation d'installation n° 12285, Paris, 14 février 1870.

11 Synonyme de loge maçonnique.

12 Safwat Fathi Najdat, 1980, p. 15.

13 Orient, lieu où est basé la loge. Daniel Ligou, *Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie*, Paris, Puf, 2006, p. 882.

14 R. J. B., dossier 9B8, loge Merdgiyoun el-Osmany, Jédeidé, non daté.

15 R. J. B., dossier 9B8, Souverain Chapitre Le Liban, Zahlé, non daté.

16 Réunion maçonnique. Daniel Ligou, 2006, p. 1190.

17 Au Liban, comme dans la maçonnerie en générale, les Francs-Maçons se recrutent en partie parmi les élites politiques et sociales urbaines. Ainsi pour les loges d'obédiences françaises de Beyrouth, environ 50 % des frères appartiennent aux catégories des professions intellectuelles supérieures, composées essentiellement d'avocats, de médecins, de cadres de l'administration, de propriétaires fonciers et notamment de journalistes. À l'inverse, et fort logiquement, on note la *quasi* absence de paysans et d'ouvriers face aux nombreux commerçants et artisans qui représentent conjointement le tiers des effectifs. De plus, la population maçonnique se diffuse dans les rouages de l'administration puisqu'un tiers des affiliés travaille dans la fonction publique Pour les loges implantées en zone rurale, dont nous possédons quelques données, les résultats s'avèrent sensiblement identiques. L'échantillon utilisé pour ce travail est réalisé à partir des loges Le Liban, Bernard Wellhoff, La Sagesse,

Syria et des strates socioprofessionnelles définies par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques. Ainsi les chiffres donnent les pourcentages suivants: cadres et professions supérieures 41 %, artisans et commerçants 32 %, professions intermédiaires 11 %, propriétaires et rentiers 9 %, agriculteurs et exploitants 3 %, employés 2 %, ouvriers 1 %, étudiants 1 %. G.L.D.F., carton n° 493, carton n° 566. G.O.D.F., carton n° 685, carton n° 2056.

18 Georges Odo, *La Franc-Maçonnerie dans les colonies 1738-1960*, Paris, Édimaf, 2002, p. 82.

19 Un Ordre représente l'ensemble de la maçonnerie. Ligou Daniel, 2006, p. 879.

20 G.O.D.F., carton n° 685, loge Le Liban, correspondance, Beyrouth, 2 janvier 1906.

21 Salam Kawakibi, "Un réformateur et la science", dans Maher al-Charif, *Le courant réformiste musulman et sa réception dans les sociétés arabes*, Damas, I.F.P.O., 2003, p. 16.

22 G.O.D.F., carton n° 685, loge Le Liban, correspondance, Beyrouth, 2 janvier 1906.

23 Un *casa* est une circonscription administrative regroupant plusieurs municipalités.

24 Un chapitre désigne un atelier maçonnique réservé aux grades supérieurs dits «capitulaires». Daniel Ligou, 2006, p. 219.

25 Henri Coste et Maria del Rosano, *Annuaire général de la Franc-Maçonnerie*, Paris, La Libre Parole, 1933, auquel s'ajoute les cartons n° 494 du G.O.D.F. et n° 493 et n° 529 de la G.L.D.F.

26 Par rapport au numéro d'ordre de la loge Wadi al-Tayn on peut estimer sa constitution par la G.L.D.F., à partir de 1924.

27 Ce district de Syrie inclut aussi le Liban.

28 G.L.U.E., *Proceedings*

NOTES

of the Grand Lodge of Scotland, février 1924 à janvier, 1925, p. 116.

29 G.L.D.F., carton n° 493, correspondance, loge La Sagesse à G.L.D.F. Beyrouth, 14 mai 1922.

30 G.L.D.F., carton n° 506, correspondance, loge Kayssoun à G.L.D.F., Damas, 30 août 1925.

31 G.L.U.E., *Proceedings of the National Grand Lodge of Egypt*, année 1926. p.15. À ces loges on peut rajouter l'existence d'un chapitre Khaliq de Beyrouth dont la date de constitution en 1923 n'est pas avérée ainsi que celle de la loge Biqa' al-'Aziz, semble-t-il, fondée au début du XX^e siècle.

32 A.D.N., Fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Procès verbal manuscrit du Congrès maçonnique de Damas, 4-8 janvier 1923.

33 Georges Odo, *La Franc-Maçonnerie dans les colonies 1738-1960*, Paris, Édimaf, 2002, p. 82.

34 G.L.U.E., *Proceedings of Grand Lodge of New York*, année 1929, p. 39.

35 Nadine Picaudou, *La déchirure libanaise*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1989, p. 58-60.

36 Peter Slugett, "The Mandate in Iraq and in Syria", dans Nadine Méouchy et Peter Slugett, *Les mandats français et anglais dans une perspective comparative*, Leiden, Éd. Brill, 2004, p.120 et 125.

37 Philippe Gouraud, *Le général Henri Gouraud au Liban et en Syrie*, Paris, l'Harmattan, 1993 p. 136.

38 Philippe Gouraud, 1993, p. 128 et 163.

39 Lenka Bokova, *La confrontation franco-syrienne à l'époque du mandat*, Paris, l'Harmattan, 1987, p 68. Thierry Millet, "Violence et

réseau de résistance en Syrie de 1920 à 1925", *Bulletin d'études orientales*, année 2003, p. 165-182.

40 G.O.D.F., Conseil de l'ordre, Rapport de M. Blanchet, Paris, 2 février 1921, p. 59.

41 R.J.B., n° dossier 9B10, État du Grand Liban, Rapport hebdomadaire n° 16, Tripoli, 12 janvier 1924. R.J.B., n° dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, Beyrouth, 21 février 1924, p. 8.

42 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

43 Nadine Picaudou, 1989, p. 60-64.

44 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

45 Harry N. Howard, *The King-Crane Commission*, Beyrouth; Khayats, 1963, p. 120-124.

46 Dans le cadre du panarabisme, il semble que les loges de rite français refusent de signer les revendications économiques et administratives conclues entre les ateliers des autres obédiences. R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

47 R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, information n° 15, Beyrouth, 19 janvier 1924.

48 R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, information n° 116, Beyrouth, 30 mai 1924.

49 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924. En effet, les règles maçonniques requièrent l'interdiction stricte de toute ingérence ou propagande politique au cours des travaux maçonniques.

50 A.D.N., fonds Beyrouth,

1^{er} versement, Sûreté générale, information n° 304, Beyrouth, 18 janvier 1923.

51 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Service des renseignements, Rectificatif, 1060, Damas, 22 août 1924 et Gelvin James, *Divided Loyalties*, Londres, University of California Press, 1998, p. 60. Dans le Rite Écossais Ancien et Accepté, le grade de Souverain Grand Inspecteur correspond au 33^e degré et celui de Chevalier Kadosh au 30^e. Ligou Daniel, 2006, p. 1041. G.L.D.F., carton n°506, G.L.D.F., Décisions du Congrès maçonnique, Damas, 27 novembre 1922.

52 R.J.B. dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

53 R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, information n° 116, Rapport du Conseil supérieur à M. Herriot, Beyrouth, 30 mai 1924.

54 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 15, Beyrouth, 19 janvier 1924.

55 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 86, Beyrouth, 14 avril 1924.

56 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin d'information n° 111, Beyrouth, 14 mai 1924.

57 A.D.N., Fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 949, Direction du contrôle de la Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 191, Beyrouth 21 novembre 1923. André Berthon participe notamment à la défense du cheikh 'Abd al-Aziz Thaalbi, fondateur du parti nationaliste tunisien Destour, accusé de complot contre la sûreté de l'État. En 1924, Berthon démissionne du parti socialiste et retrouve son siège comme député communiste jusqu'en 1932.

58 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, informa-

tion n° 55, Beyrouth, 5 mars 1924.

59 R.J.B., dossier n° 9B10, Cabinet politique, bulletin de renseignements, Beyrouth, 9 janvier 1924.

60 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, Beyrouth, 21 février 1924, p. 5.

61 R.J.B., dossier n° 9B10, État du Grand Liban, cabinet, Information 478, Beyrouth, 31 janvier 1924.

62 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin d'information n° 26, Beyrouth, 30 janvier 1924.

63 R.J.B., dossier n° 9B10, Service des renseignements, bulletin de renseignements n° 75, Beyrouth, 20 mars 1924.

64 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 78, Beyrouth, 25 mars 1924.

65 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 41, Beyrouth, 19 février 1924.

66 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 72, Beyrouth, 13 mars 1924.

67 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

68 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements, Beyrouth, 21 mai 1924.

69 G.O.D.F., carton n° 1000, correspondance, loge Syrie à G.O.D.F., Damas, 1^{er} janvier 1925 et A.D.N., Fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 1587, revue de presse du Grand Liban, bulletin n° 130, 6 juin 1924, 6 juin 1924, p. 2.

70 Pierre Chevalier, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française (1877-1940)*, Paris, Fayard, 1975, p. 53.

71 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 43, Beyrouth, 19 février

1924.

72 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 10, Beyrouth, 11 janvier 1924.

73 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 43, Beyrouth, 19 février 1924.

74 G.L.D.F., carton n° 506, correspondance, G.L.D.F., à Husni al-Jundi, Paris, 19 décembre 1924.

75 G.L.D.F., carton n° 507, correspondance, G.L.D.F., à loge La Renaissance, Paris, non daté.

76 En 1926 Pierre-Alype est nommé par Jouvenel délégué à Damas où il est incapable de redresser la situation insurrectionnelle. Il est ensuite muté à Paris où il est chargé de préparer la participation des États du Levant à l'exposition coloniale de Vincennes. Pierre Fournié, "Le Mandat à l'épreuve des passions françaises: l'affaire Sarraïl (1925)", dans Nadine Méouchy, *France, Syrie et Liban*, Damas, I.F.E.A.D. 2002, p. 148.

77 Pierre Fournié, 2002, p. 153 & 163.

78 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 922, Service des renseignements, *Au Congrès maçonnique du 20 au 24 juillet 1925 à Zahlé*.

79 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E. Beyrouth, 29 juin 1934.

80 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Service des Renseignements, *Les loges maçonniques*, non daté.

81 Rashid Khalidi, "Ottomanisme and Arabism in Syria Before 1914: A Reassessment", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombian University Press, 1991, p. 55.

82 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E.,

Beyrouth, 29 juin 1934.

83 Afghani est initié à la loge Eastern Star dont il devient président en 1878. Mais il s'en détache et la condamne

après qu'il comprenne que ses frères maçons s'alignent sur la politique britannique sans s'opposer au colonialisme. Nikki R. Keddie. *Sayyid Jamal ad-Din al-Afghani*, Los Angeles, Univer-sity of California Press, 1972, p. 92-93. Pour l'image de ces deux personnages dans la mémoire de la maçonnerie proche-orientale, voir le journal *Kull Jadid*, 1948, n° 8, p. 24-25.

84 Rashid Rida Muhammad reprend l'œuvre de Muhammad 'Abduh, associant le panarabisme au réformisme islamique.

85 Non-maçon, francophile et ministre de l'éducation du Royaume arabe en 1919 et du gouvernement syrien en 1928.

86 Samir Seikaly, "Shukri al-'Asali", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombian University Press, 1991, p. 90-91.

87 Ernest Dawn, "Origin of Arab Nationalism", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombia University Press, 1991, p. 10.

88 G.L.D.F., carton n° 493, correspondance, loge La Sagesse à G.L.D.F., Beyrouth, 14 mai 1922.

89 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 20, Beyrouth, 24 janvier 1924.

90 Joseph Hajj apparaît comme un personnage ambigu. Vénérable de la loge Beyrouth et journaliste francophile, il est aussi un des rares maronites appartenant à l'Ordre. Déjà membre de la loge La Sagesse, cela ne l'empêche pas de faire de la propagande anti-mandataire au sein même de cette loge d'obédience française. Son discours parfois violent pousse les vénérables des autres loges, inquiets de son attitude qui risquerait de compromettre

NOTES

la franc-maçonnerie au Levant, à proposer sa radiation de l'ordre. R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 42, Beyrouth, 19 février 1924.

Taha Ibrahim, riche égyptien, est un ami intime de Zaghlul Pacha adjoint au grand vénérable de la Grande Loge nationale d'Égypte. Il se rend à Beyrouth avec la mission de finaliser la réconciliation des loges de rite égyptien, mais il est surtout soupçonné de faire de la propagande pour l'unité des pays arabes et d'être hostile aussi bien à la France qu'à l'Angleterre. Pour lui, le monde arabe, guidé par l'Égypte, pourrait remettre en cause les ambitions occidentales au Levant. R.J.B., dossier n° 9B10, Extrait des rapports de la Sûreté générale, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, 21 février 1924, p. 7 et R.J.B. carton n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 19, Beyrouth, 23 janvier 1924.

91 R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 41, Beyrouth, 19 février 1924.

92 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 29, Beyrouth, 31 janvier 1924 et A.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, Beyrouth, 21 février 1924, p. 10. Cette expérience récente concerne la proclamation d'indépendance de l'Égypte obtenue de la Grande-Bretagne le 28 février 1922 après une série d'émeutes et de négociations. Mais, la puissance coloniale conserve l'essentiel de l'administration jusque dans les années 1930.

93 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin

de renseignements n° 458, Beyrouth, 30 janvier 1924.

94 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 922, Service des renseignements, *Congrès maçonnique du 20 au 24 juillet 1925 à Zahlé*.

95 G.L.U.E., *Proceedings of the Grand Lodge of Scotland*, Tableau des paiements et entrants, volumes de 1900 à 1930.

96 Chapitre créé en 1925 est composé d'un comité directeur de quinze officiers. G.L.U.E., *The Scottish Freeman's Calendar and Directory. Egypt, Palestine and Syria 1931-1932*, Jerusalem, Greek Conv. Press, 1939, p. 73.

97 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

98 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, Beyrouth, 21 février 1924, p. 5. Pourtant, le bilan britannique n'est pas plus brillant que son homologue français et loin de la propagande menée alors. En Irak, malgré la conclusion, en juin 1924, d'un traité d'indépendance, le pays reste sous contrôle britannique jusqu'en 1945. En Palestine, la situation se dégrade au fil des incidents entre arabes et juifs dont l'immigration se renforce à partir de 1922 et qui développe d'autant l'antisionisme et l'opposition des Arabes de Palestine.

99 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'union syrienne, Beyrouth, 21 février 1924, p. 8.

100 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements, Beyrouth, 7 février 1924.

101 G.L.U.E., *Proceedings of Grand Lodge of New York*, années 1925 à 1935. La numéro 4 de la Grande Loge de New York est la loge Ibrahim al-Khalil fondée à Damas.

102 G.L.U.E., *Pro-ceedings of Grande Lodge of New York*, année 1925, p. 43.

103 R.J.B. dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'union syrienne, janvier 1925 et A.D.N., Fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 1587, revue de presse du Grand Liban, bulletin n° 130, 6 juin 1924, 6 juin 1924, p. 2.

70 Pierre Chevalier, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française (1877-1940)*, Paris, Fayard, 1975, p. 53.

71 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 43, Beyrouth, 19 février 1924.

72 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 10, Beyrouth, 11 janvier 1924.

73 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 43, Beyrouth, 19 février 1924.

74 G.L.D.F., carton n° 506, correspondance, G.L.D.F., à Husni al-Jundi, Paris, 19 décembre 1924.

75 G.L.D.F., carton n° 507, correspondance, G.L.D.F., à loge La Renaissance, Paris, non daté.

76 En 1926 Pierre-Alype est nommé par Jouvenel délégué à Damas où il est incapable de redresser la situation insurrectionnelle. Il est ensuite muté à Paris où il est chargé de préparer la participation des États du Levant à l'exposition coloniale de Vincennes. Pierre Fournié, "Le Mandat à l'épreuve des passions françaises: l'affaire Sarraïl (1925)", dans Nadine Méouchy, *France, Syrie et Liban*, Damas, I.F.E.A.D. 2002, p. 148.

77 Pierre Fournié, 2002, p. 153 & 163.

78 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 922, Service des renseignements, *Au Congrès maçonnique du 20 au 24 juillet 1925 à Zahlé*.

79 A.D.N., fonds Bey-

routh, 1^{er} versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E. Beyrouth, 29 juin 1934.

80 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Service des Renseignements, *Les loges maçonniques*, non daté.

81 Rashid Khalidi, "Otomanisme and Arabism in Syria Before 1914: A Reassessment", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombian University Press, 1991, p. 55.

82 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E., Beyrouth, 29 juin 1934.

83 Afghani est initié à la loge Eastern Star dont il devient président en 1878. Mais il s'en détache et la condamne après qu'il comprenne que ses frères maçons s'alignent sur la politique britannique sans s'opposer au colonialisme. Nikki R. Keddie. *Sayyid Jamal ad-Din al-Afghani*, Los Angeles, University of California Press, 1972, p. 92-93. Pour l'image de ces deux personnages dans la mémoire de la maçonnerie proche-orientale, voir le journal *Kull Jadid*, 1948, n° 8, p. 24-25.

84 Rashid Rida Muhammad reprend l'œuvre de Muhammad 'Abduh, associant le panarabisme au réformisme islamique.

85 Non-maçon, francophile et ministre de l'éducation du Royaume arabe en 1919 et du gouvernement syrien en 1928.

86 Samir Seikaly, "Shukri al-'Asali", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombian University Press, 1991, p. 90-91.

87 Ernest Dawn, "Origin of Arab Nationalism", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombia University Press, 1991, p. 10.

88 G.L.D.F., carton n° 493, correspondance, loge La Sagesse à G.L.D.F., Beyrouth,

14 mai 1922.

89 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 20, Beyrouth, 24 janvier 1924.

90 Joseph Hajj apparaît comme un personnage ambigu. Vénérable de la loge Beyrouth et journaliste francophile, il est aussi un des rares maronites appartenant à l'Ordre. Déjà membre de la loge La Sagesse, cela ne l'empêche pas de faire de la propagande anti-mandataire au sein même de cette loge d'obédience française. Son discours parfois violent pousse les vénérables des autres loges, inquiets de son attitude qui risquerait de compromettre la franc-maçonnerie au Levant, à proposer sa radiation de l'ordre. R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 42, Beyrouth, 19 février 1924.

Taha Ibrahim, riche égyptien, est un ami intime de Zaghlul Pacha adjoint au grand vénérable de la Grande Loge nationale d'Égypte. Il se rend à Beyrouth avec la mission de finaliser la réconciliation des loges de rite égyptien, mais il est surtout soupçonné de faire de la propagande pour l'unité des pays arabes et d'être hostile aussi bien à la France qu'à l'Angleterre. Pour lui, le monde arabe, guidé par l'Égypte, pourrait remettre en cause les ambitions occidentales au Levant. R.J.B., dossier n° 9B10, Extrait des rapports de la Sûreté générale, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, 21 février 1924, p. 7 et R.J.B. carton n° 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 19, Beyrouth, 23 janvier 1924.

91 R.J.B., dossier 9B10, Sûreté générale, Bulletin de renseignements n° 41, Beyrouth, 19 février 1924.

92 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, information n° 29, Beyrouth, 31 janvier 1924 et A.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, *La Franc-Maçonnerie*

en Syrie et l'Union syrienne, Beyrouth, 21 février 1924, p.

10. Cette expérience récente concerne la proclamation d'indépendance de l'Égypte obtenue de la Grande-Bretagne le 28 février 1922 après une série d'émeutes et de négociations. Mais, la puissance coloniale conserve l'essentiel de l'administration jusque dans les années 1930.

93 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 458, Beyrouth, 30 janvier 1924.

94 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 922, Service des renseignements, *Congrès maçonnique du 20 au 24 juillet 1925 à Zahlé*.

95 G.L.U.E., *Proceedings of the Grand Lodge of Scotland*, Tableau des paiements et entrants, volumes de 1900 à 1930.

96 Chapitre créé en 1925 est composé d'un comité directeur de quinze officiers. G.L.U.E., *The Scottish Freeman's Calendar and Directory. Egypt, Palestine and Syria 1931-1932*, Jerusalem, Greek Conv. Press, 1939, p. 73.

97 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Unité syrienne, Beyrouth, 21 février 1924.

98 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, rapport, *La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'Union syrienne*, Beyrouth, 21 février 1924, p. 5. Pourtant, le bilan britannique n'est pas plus brillant que son homologue français et loin de la propagande menée alors. En Irak, malgré la conclusion, en juin 1924, d'un traité d'indépendance, le pays reste sous contrôle britannique jusqu'en 1945. En Palestine, la situation se dégrade au fil des incidents entre arabes et juifs dont l'immigration se renforce à partir de 1922 et qui développe d'autant l'antisionisme et l'opposition des Arabes de Palestine.

99 R.J.B., dossier n°

NOTES

9B10, Sûreté générale, rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'union syrienne, Beyrouth, 21 février 1924, p. 8.

100 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements, Beyrouth, 7 février 1924.

101 G.L.U.E., *Proceedings of Grand Lodge of New York*, années 1925 à 1935. La numéro 4 de la Grande Loge de New York est la loge Ibrahim al-Khalil fondée à Damas.

102 G.L.U.E., *Pro-ceedings of Grande Lodge of New York*, année 1925, p. 43.

103 R.J.B. dossier n° 9B10, Sûreté générale, Rapport, La Franc-Maçonnerie en Syrie et l'union syrienne, Beyrouth, 21 février 1924, p. 4 et 5.

104 Harry Howard, 1963, p. 120-124.

105 G.L.U.E., *Proceedings of Grand Lodge of New York*, année 1939, p. 143.

106 Pour les loges du Liban cette limitation stricte n'est pas explicitement avérée, mais l'on peut se référer à la loge Ibrahim al-Khalil de l'Orient de Damas de l'obédience de New York qui, pour ces mêmes raisons, limite effectivement à 80 le nombre de ses membres. *Al-Insanyat*, "Kayf tanahad al-masunyat", volume 1, octobre 1932, p. 311-312.

107 R.J.B., dossier n° 9B10, Sûreté générale, correspondance, Beyrouth, 23 avril 1924.

108 G.L.D.F., carton n° 493, correspondance, loge La Sagesse à G.L.D.F. Beyrouth, 8 juillet 1926, p. 2.

109 G.L.D.F., carton n° 493, correspondance, loge La Sagesse à G.L.D.F. Beyrouth, 14 mai 1922.

110 Nadine Picaudou, 1989, p. 67-68.

111 Nadine Picaudou,

1989, p. 73. De Jouvenel nomme parallèlement à la tête de l'État de Syrie en 1926, le Damade Ahmad Nami bey, Grand Maître du district de Syrie et de Palestine de la Grande Loge nationale d'Égypte et membre depuis 1906 de la loge Le Liban où Charles Dabbas est initié le 28 mars 1927.

112 Situation à mettre en parallèle avec les effectifs de la Grande Loge de New York. G.L.U.E., *Proceedings of Grand Lodge of New York*, année 1925, p. 378 bis.

113 G.L.D.F., carton n° 566, correspondance manuscrite, Audigier de la Mission laïque de Damas à G.L.D.F. Damas, 15 avril 1927.

114 G.L.D.F., Bulletin officiel n° 41-48, Compte rendu analytique des séances du Convent de 1927, Paris, novembre 1927.

115 G.L.D.F., carton n° 493, Correspondance, G.L.D.F., à loge La Sagesse., Paris, 21 septembre 1931 et Carton n° 493, Tableau des membres, loge La Sagesse., Paris. Le fait que des loges soient déclarées irrégulières après un avis de suspension de travaux ou mise en sommeil n'empêche pas que ces ateliers peuvent poursuivre, malgré tout, leurs activités en dehors de toute structure et autorité maçonnique voire pour certaines d'entre elles de se placer sous l'autorité d'autres obédiences.

116 G.L.D.F., carton n° 566 correspondance, G.L.D.F., à loge Bertrand Wellhoff, Paris, 29 janvier 1935 et G.L.D.F. fonds russes; G.L.D.F. à Mansur, Paris, 8 janvier 1934.

117 G.O.D.F., carton n° 2056, correspondance, G.O.D.F., à loge L'Étoile du Liban.

118 La loge Hilal semble à l'origine appartenir au Grand Orient de Turquie avant de rejoindre la Grande Loge Nationale d'Égypte.

119 Khoury Philip S., *Syria and the French Mandate*,

Londres, Tauris, 1987, p. 198. 120 R.J.B. dossier n° 9B10, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 4, Beyrouth, 3 janvier 1924.

121 G . L . U . E . , *Proceedings of the National Grand Lodge of Egypt*, année 1925. P. 22.

122 R.J.B., dossier n° 9B10, Cabinet politique, bulletin de renseignements n° 458, Beyrouth, 30 janvier 1924.

123 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 922, Sûreté générale, bulletin de renseignements n° 449, Beyrouth, 13 juillet 1926.

124 Le Damade nomme au ministère de l'Instruction publique, le professeur et avocat Faris al-Khuri nationaliste engagé et membre des loges Lumière de Damas de la Grande Loge d'Écosse et Syrie du Grand Orient de France. Il place au Ministère de l'Intérieur Husni Barazi, grand propriétaire foncier de Hama et frère de la loge L'Oronte. Il confie ensuite le ministère de la Justice à son ami Joseph al-Hakim, président à la Cour de cassation et membre des loges Syrie et Orient & Occident réunis. Enfin Wathiq al-Mu'ayyad, également de la loge Syrie, est nommé ministre des Travaux publics. Seuls deux ministères semblent échapper au réseau maçonnique.

125 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609 , Service des renseignements, bulletin de renseignements n° 449, Beyrouth, 13 juillet 1926.

126 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 922, Le Congrès général maçonnique de Zahlé, 20-24 juillet 1924.

127 Nadine Picaudou, 1989, p. 74-75.

128 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E., Beyrouth, 29 juin 1934. G.L.U.E. *Proceedings of the Grand Lodge of New York*, année 1935, p. 19.

En fait l'action du Damade ne se révèle pas toujours cohérente. En effet, d'après le rapport du convent de 1934 de la Grande Loge de France, le Damade, toujours Grand Maître adjoint de la Grande Loge d'Égypte, tenterait grâce à sa notoriété et son réseau de faciliter le passage des 13 ou 14 loges implantées au Levant vers la Grande Loge de France. Action qui infirmerait son ambition affichée de constituer un Orient indépendant au Levant. À moins qu'il ne veuille alors lier cette dernière par une garantie ou par un traité d'amitié avec l'obédience française. G.L.D.F., carton n° 506, procès-verbal, Conseil fédéral, 10 juin 1934. Finalement le Damade est admis en 1947 comme membre d'honneur du G.O.D.F., par le Conseil de l'ordre.

129 A.D.N., Fonds Beyrouth, 1er versement, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E., Beyrouth, 29 juin 1934 et A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Cabinet politique, Haut-Commissaire à M.A.E., Beyrouth, 29 juin 1934.

130 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Sûreté générale, information n° 2342, Beyrouth, 29 juin 1934. Dans le tableau des loges de la Grande Orient du Liban en 1963, on peut remarquer l'existence en 1930 de 8 loges soumises au Grand Orient du Liban basées à Beyrouth et à Tripoli. Dans la capitale, c'est dans la rue de France que les ateliers Any, al-Amin, al-Rashid et al-Wafa implantent leur temple alors que la loge al-Iklass se localise rue Hani et l'atelier al-Thabat rue 'Arz. À Tripoli l'atelier al-Nidal tient ses réunions rue Tall et enfin à Tyr s'ouvre la loge Hiram. Charles Kasrwani, fonds privés, Grand Orient du Liban, tableau des loges, 1930-1946.

131 G.L.D.F., fonds russes, carton n° 63, Association maçonnique internationale,

Comité exécutif, séance du 26 janvier 1935, Genève.

132 G.L.D.F., carton n° 406, dossier 1934-1935, correspondance n° G34, Damas, 19 août 1935.

133 Al-Jazirah, *Al-sharq al-watan al-masuni*, n° 188, 20 février 1935, p. 5.

134 Ce chrétien est un des personnages politiques et maçonniques les plus importants de la Syrie mandataire. Conseiller à la cour de cassation, ministre de la justice du Damade en 1926, ce maçon parvenu au 33^e degré est membre des loges Syrie et Orient & Occident réunies avant d'officier comme 1^{er} Surveillant en 1938 au sein de la Grande Loge de Syrie.

135 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Services spéciaux, information n° 2158, Damas, 15 juin 1934.

136 G.L.D.F., carton n° 506, correspondance n°103, G.L.D.F., à loge Kayssoun, Damas, 29 décembre 1934.

137 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Services spéciaux, information n° 133, Damas, 21 mars 1935.

138 A.D.N., fonds Beyrouth, 1er versement, carton n° 609, Services spéciaux, information n° 151, Damas, 1^{er} avril 1935 et A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Services spéciaux, information n° 116, Damas, 5 mars 1935.

139 A.D.N., fonds Beyrouth, 1^{er} versement, carton n° 609, Services spéciaux, information n° 133, Damas, 21 mars 1935.

140 G.O.D.F., Convent 1937, compte-rendu des travaux, Conseil de l'Ordre, Paris, 27 janvier 1936. Il semble qu'en comparant les noms des loges qui composent le Grand Orient du Liban entre sa création en 1935 et l'année 1937, que l'obédience se soit restructurée. De plus, l'obédience libanaise n'obtient pas de reconnaissance maçonnique, hormis une relation fraternelle, avec la Grande Loge de New

York pour qui la création de cet ordre est encore trop récente pour une garantie claire. En 1963, le Grand Orient libanais compte, sous sa garantie, pas moins de 40 loges dont cinq syriennes. G.L.U.E. *Proceedings of Grand Lodge of New York*, année 1935, p. 58. On retrouve dans le tableau de cette obédience les loges citées précédemment c'est-à-dire les ateliers Any, al-Amin, al-Rashid, al-Wafa, al-Ikhlâs, al-Thabat, al-Hiram et al-Nidal. Fonds privé, Charles Kaswani, Grand Orient du Liban, Tableau des loges, Beyrouth, 1930-1963.

141 Najdat Fathi Safwat, *Al-masuniyat fi-l-watan al-Ôarabi*, Londres, Arab Reseach Centre Publication, 1980, p. 16. Outre son président, cette obédience compte parmi ses dignitaires les nationalistes Nasib Bakri, Sa'id Ghazzi, Rashid Malluhi du Bloc national, 'Isa Assad de la Ligue d'Action nationale, Joseph al-Hakim pro-Damade. G.L.D.F., fonds russes 93, opus 1, carton n° 65, dossier n° 1, Vénérable Grande Loge de Syrie à G.L.D.F., Damas, 13 juin 1938.

142 A.D.N. fonds Beyrouth., 1^{er} versement, carton n° 609, Sûreté générale, information n° 394, Beyrouth, 24 janvier 1940.

143 G.O.D.F., fonds russes, opus 1, carton n° 65, dossier n° 1, Création d'un Grande Loge de Syrie, non daté, non signé.

144 Safwat Fathi Najdat, 1980, p. 16.

145 Fonds privé, Charles Kaswani, correspondance, 'Ali Mayassar à G.L.D.F., Alep, 7 novembre 1954.

146 Le terme «Libanité» tout comme celui de «Libanisme» n'apparaît qu'après la Deuxième Guerre mondiale.

LES ARCHIVES

Archives diplomatiques de Nantes (A.D.N.): Fonds Beyrouth, 1^{er} versement, cartons n° 609, n° 922, n° 949, n° 1587.

Bibliothèque Nationale Française Richelieu (B.N.F.R.), Paris: fonds FM.

Bibliothèque Nationale de Damas (B.N.D.): journal *Kull Jadid*, 1948, n°8, *Al-Insanyat*, années 1931 à 1936, Al-Jazirah, *al-sharq al-watan al-masuni*, n° 188, 20 février 1935

Fonds privés Charles Kasrwan, Beyrouth.

Grand Orient de France (G.O.D.F.), Paris: cartons n° 506, n° 685, n° 1000, n° 2056, fonds russes 92-1, inventaires n° 1 et 2.

Grande Loge de France (G.L.D.F.), Paris: Bulletins officiels de la G.L.D.F ; cartons n° 493, n° 507, n° 529, n° 566 ; fonds russes 93, opus 1, cartons n° 61 à 65.

Grande Loge Unie d'Angleterre (G.L.U.E.), Londres: *Proceedings of the Grand Lodge of Scotland*, années 1900 à 1930, *Proceedings of the National Grand Lodge of Egypt*, année 1926. *Proceedings of Grand Lodge of New York*, années 1925 à 1935, *The Scottish Freeman's Calendar and Directory. Egypt, Palestine and Syria 1931-1932*, Jerusalem, Greek Conv. Press, 1939.

Résidence Jésuite de Beyrouth (R.J.B.): dossiers 9B8, 9B10.

BIBLIOGRAPHIE

Lenka Bokova, 1987, *La confrontation franco-syrienne à l'époque du mandat*, Paris, l'Harmattan.

Pierre Chevalier, 1975, *Histoire de la Franc-Maçonnerie française (1877-1940)*, Paris, Fayard.

Henri Coste et Maria del Rosano, 1933, *Annuaire général de la Franc-Maçonnerie*, Paris, La Libre Parole.

Georges Dagher, 2003, "Genèse de la franc-maçonnerie au Liban", *Les Cahiers de l'Orient*, 1^{er} trimestre, n° 69, p. 87-92

Ernest Dawn, 1991, "Origin of Arab Nationalism", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombia University Press, p. 3-30.

Pierre Fournié, 2002, "Le Mandat à l'épreuve des passions françaises: l'affaire Sarraïl (1925)", dans Nadine Méouchy, *France, Syrie et Liban*, Damas, I.F.E.A.D. p. 125-168.

James Gelvin, 1998, *Divided Loyalties*, Londres, University of California Press.

Philippe Gouraud, 1993, *Le général Henri Gouraud au Liban et en Syrie*, Paris, l'Harmattan.

Rashid Abi Hana, 1961, *Da'iratu-l-ma'arif al-masuniyat*, Beyrouth, Librairie des Pensées arabes.

Harry N. Howard, 1963, *The King-Crane Commission*, Beyrouth; Khayats.

Salam Kawakibi, 2003, "Un réformateur et la science", dans

Maher al-Charif, *Le courant réformiste musulman et sa réception dans les sociétés arabes*, Damas, I.F.P.O..

110
Nikki R. Keddie, 1972, *Sayyid Jamal ad-Din al-Afghani*, Los Angeles, University of California.

Rashid Khalidi, 1991, "Ottomanisme and Arabism in Syria Before 1914: A Reassessment", dans Rashid Khalidi, *Arab Nationalism*, New York, Colombian University Press, p. 51-72.

Philip S. Khoury, 1987, *Syria and the French Mandate*, Londres, Tauris.

Daniel Ligou, 2006, *Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie*, Paris, Puf.

Thierry Millet, 2003, "Violence et réseau de résistance en Syrie de 1920 à 1925", *Bulletin d'études orientales*, p. 165-182.

Safwat Fathi Najdat, 1980, *Al-masuniyat fi-l-watan al-'arabi*, Londres, Arab Reseach Centre Publication.

Georges Odo, 1989, *La Franc-Maçonnerie dans les colonies 1738-1960*, Paris, Édimaf, 2002

Picaudou Nadine, *La déchirure libanaise*, Bruxelles, Éd. Complexe.

Peter Slugett, 2004, "The Mandate in Iraq and in Syria", dans Nadine Méouchy et Peter Slugett, *Les mandats français et anglais dans une perspective comparative*, Leiden, Éd. Brill, p. 103–128.